

Le Midi-Pyrénées n'a pas que son célèbre **viaduc de Millau** à offrir  
Cahier Plaisirs



L'avenir des **commissions scolaires** est entre les mains des électeurs, selon Bolduc  
Page A 3

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CV N° 225

LE DEVOIR, LES SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 OCTOBRE 2014

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

## COMPRESSIONS Couillard met en garde les fonctionnaires récalcitrants

MARCO BÉLAIR-CIRINO  
PHILIPPE ORFALI  
MARCO FORTIER

Le premier ministre Philippe Couillard commande aux agents de l'appareil public de mettre en œuvre sans broncher les décisions «difficiles» prises par le gouvernement libéral. «Les gens du réseau public et parapublic sont des employés de l'État. C'est l'État, qui est gouverné par le gouvernement démocratiquement élu, qui prend les décisions, et c'est leur devoir de faire en sorte que ces décisions s'appliquent», a-t-il déclaré, le ton sévère, vendredi.

Le chef du gouvernement a servi une mise en garde en bonne et due forme aux employés du secteur public ou parapublic mécontents des projets de réformes: il leur a enjoint de ne pas prendre en otage la population. La grogne s'amplifie dans le réseau de la santé et de l'éducation à un point tel où M. Couillard s'attend à voir des gestionnaires «nuire aux services [à la population], en espérant que le gouvernement va reculer, puis va abandonner son objectif d'équilibre budgétaire». «On n'est pas nés de la dernière pluie!», a-t-il lancé.

En «période de rigueur budgétaire», le gouvernement se frotte inmanquablement à la résistance de ministères, d'agences ou de sociétés d'État, a-t-il fait remarquer: ils se braquent, ils mettent sur la table «malheureusement» des «suggestions [d'économies] qui diminuent les services aux gens» afin de discréditer la consigne gouvernementale de compressions budgétaires auprès de l'opinion publique.

VOIR PAGE A 10 : COMPRESSIONS



À l'instar de dizaines de milliers de Syriens, une jeune enfant d'origine kurde et sa famille ont rejoint la Turquie ces dernières semaines à la suite des combats entre Kurdes et djihadistes.

## Le Canada en guerre contre l'EI

Ottawa annonce des frappes aériennes contre le groupe terroriste en Irak et n'exclut pas la Syrie

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Stephen Harper portera seul la décision d'envoyer avions de chasse et soldats repousser le groupe Etat islamique (EI) en Irak. Ni les néodémocrates ni les libéraux n'appuieront une mission de combat au Proche-Orient. Le premier ministre ne les a pas convaincus qu'il s'agissait de la meilleure réponse à cette menace terroriste.

Ce n'était presque plus qu'une rumeur, que Stephen Harper est venu confirmer vendredi. Le Canada enverra d'ici trois semaines «jusqu'à» six chasseurs CF-18 en Irak, de même que deux avions de surveillance Aurora et un appareil de ravitaillement en vol. Quelque 600 membres des Forces armées — équipage de vol et personnel de soutien — participeront à la mission. Aucun

VOIR PAGE A 10 : CANADA

**Lire aussi** • La guerre de Stephen Harper. Un éditorial de Bernard Descôteaux. Page B 4

**Lire aussi** • Un autre otage britannique est décapité par les djihadistes. Page A 8

**Lire aussi** • Entrevue avec Peter Harling, directeur du projet Irak, Liban et Syrie à l'International Crisis Group. Page A 8

## AUJOURD'HUI



**Cahier Culture** • The Barr Brothers. Du creux du cœur jusqu'à l'horizon. Page E 1

**Économie** • La lutte contre les GES commande un effort collectif, dit le ministre Leita. Page C 1



Avis légaux..... C 7  
Carrières..... C 4  
Décès..... C 8  
Mots croisés..... D 4  
Petites annonces..... C 8  
Sudoku..... D 6

## Frères ennemis

Une étude se penche sur les rapports complexes entre journalistes et relationnistes

Le journalisme est en crise? Normal, toute la société l'est! Résultat: le Québec compte maintenant six fois plus de professionnels des relations publiques que de journalistes. Ce qui n'excuse pas pour autant les nombreuses erreurs diffusées par les médias.

STÉPHANE BAILLARGEON

La carte professionnelle électronique de Ben Tamblin annonce qu'il est «directeur, storytelling et communications corporatives Microsoft, Seattle». Il se présente aussi très sérieusement comme «évangéliste technologique», c'est-à-dire gourou du culte de son entreprise. Sa secte «produit divers contenus qui donnent vie à la marque Microsoft», selon l'introduction à la conférence qu'il pro-

nonçait récemment à Montréal dans le cadre des Rendez-Vous médias d'Infopresse.

Ben Tamblin a raconté à plusieurs centaines de spécialistes du marketing et des «communications corporatives» comment il s'y prend pour convaincre les médias traditionnels de raconter les histoires qui avantagent sa marque. Comment le journalisme en pince pour les récits bien racontés, le précheur postmoderne les attire avec de belles histoires à se

mettre sous le clavier ou la lentille. Il a lui-même décortiqué au pur sucre les structures des contes de fées à imiter, puis fournit des exemples concrets.

En voici un. Les médias ne s'intéressaient pas au nouveau «smart campus» de la compagnie à Redmond, près de Seattle dans l'État de Washington, un complexe hypertechno et überécolo inauguré il y a quelque 18 mois. Le dossier de presse traditionnel a été présenté à une quinzaine de journalistes. Aucun n'a mordu.

«Nous avons alors produit des photos, des vidéos très alléchantes et nous les avons diffusés nous-mêmes sur les réseaux sociaux, a sermonné le sermoneur. En 48 heures, nous avons plus d'un million de

VOIR PAGE A 10 : FRÈRES



## Dossier

**L'ombre d'une ombre**  
Une crise des médias dans une société en crise  
Page A 6

**Vérité et mensonge**  
Entretien avec Michel Lemay, auteur d'un livre critique sur le travail journalistique  
Page A 7

**Tintin peut-il être écrivain?**  
Réflexions sur les journalistes (aspirants) auteurs  
Cahier Livres

**Stores de Qualité**.ca  
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

**SUR MESURE**  
SOLAIRES, TRANSLUCIDES, OPAQUES

SANS FRAIS : 1 855 770-8677

TOILE À ROULEAUX • PANNÉAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES DE VOILAGE • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

Claude Bouchard Drummondville, Sainte-Hyacinthe, Saint-Hilaire, Beloeil, Deschambault, Berthierville, Joliette, Repentigny, Boisbriand, St-Sauveur, Sainte-Agathe, St-Bruno, Chambly, Candiac, Magog

**50%** DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE

**ESTIMATION GRATUITE**

MONTRÉAL	514-231-8677
QUÉBEC	418-654-8677
TROIS-RIV.	819-696-8677
LAVAL	450-627-3716
LONGUEUIL	450-445-9829

## ACTUALITÉS

## MESURES DISCIPLINAIRES

## Coderre se défend d'obtempérer à une commande politique

JEANNE CORRIVEAU

Les congédiements et les suspensions d'employés municipaux n'émanent pas d'une commande politique. Elles ont été déterminées en fonction de la gravité des gestes posés lors de la manifestation du 18 août dernier, a fait valoir le maire Denis Coderre, vendredi.

«J'avais dit qu'il y aurait des conséquences», a indiqué le maire qui revenait d'une mission en Californie. «Jamais on ne va céder à l'intimidation et à la violence. Maintenant, les gens vont y penser deux fois avant de s'attaquer au conseil de ville».

Le maire a rejeté les critiques selon lesquelles les sanctions imposées découlaient d'une commande politique. «L'employeur, qui est l'administration, a des employés qui ont fait du saccage. Donc, nécessairement, il y a des conséquences à ça. Si on était dans le secteur privé, il y aurait peut-être eu d'autres conséquences encore plus nombreuses, a-t-il dit. S'ils veulent faire un grief, qu'ils fassent un grief.»

Le maire a rappelé que le soir des événements, certains manifestants s'étaient livrés à des gestes d'intimidation en lançant des verres ou en brisant des vitres pour tenter d'entrer dans son bureau. «Les conséquences sont intimement liées à la gravité des gestes», a-t-il dit.

## Des infiltrés parmi les manifestants?

De son côté, le président de l'Association des pompiers de Montréal, Ronald Martin, croit que des «agents provocateurs» ont infiltré les rangs des manifestants le soir du 18 août, ce qui a conduit à certains dérapages. «Je reçois beaucoup d'informations, même de façon anonyme. Les langues se délient», a soutenu M. Martin sans vouloir en dire davantage.

Jeudi, la Ville a annoncé le congédiement de six pompiers et la suspension de 57 employés, dont 46 pompiers, 4 cols blancs et 7 cols bleus. Des rumeurs laissaient alors entendre que M. Martin avait été congédié, mais tant M. Martin que le président du Syndicat des cols bleus, Michel Parent, n'ont reçu de sanction jusqu'à maintenant.

Le Devoir

## PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES

## Les syndicats promettent une bataille juridique

JEANNE CORRIVEAU

Se disant «extrêmement déçus» des modifications apportées par Québec au projet de loi 3, les syndicats entendent s'adresser aux tribunaux pour contester la réforme des régimes de retraite qu'ils jugent inconstitutionnelle.

Les amendements dévoilés jeudi par le ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, n'améliorent en rien le projet de loi malgré certains assouplissements, avance Marc Ranger, porte-parole de la Coalition syndicale pour la libre négociation. «Ils ne font que reporter les principaux objectifs du projet de loi initial», a-t-il souligné.

A titre d'exemple, M. Ranger a cité la non-indexation des rentes des retraités. «Reporter la suspension de l'indexation des rentes, c'est tout aussi grave que d'agir rétroactivement. C'est illégal», a-t-il dit.

D'autres irritants demeurent, comme le partage des déficits passés, ce qui constitue un non-respect des contrats déjà conclus, a déploré Marc Ranger. «Nos membres sont furieux. Ils disent: "On se fait voler"», a-t-il relaté en disant craindre pour les employés dont les régimes sont déficitaires.

Selon la Coalition, le véritable objectif de la réforme est de réduire la masse salariale des employés et non d'assurer la pérennisation des régimes de retraite. De plus, le projet de loi sert essentiellement deux villes, soit Montréal et Québec.

## Recours judiciaires

La Coalition, qui regroupe 65 000 syndiqués, entend utiliser la voie des tribunaux pour contester le projet de loi. «On n'attendra pas que le projet de loi soit sanctionné. Sur le plan juridique, on va faire tout ce qu'il



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
La Coalition promet une journée de «grand dérangement», mais soutient qu'elle se fera dans le calme, comme la marche du 20 septembre dernier.

faut pour contester cette loi-là. On pense qu'elle est inconstitutionnelle. Nos procureurs aussi le pensent», a expliqué M. Ranger en évoquant le recours à des ordonnances de sauvegarde. Les membres de la Coalition se préparent aussi à un «grand dérangement» qui se traduira par une journée de grève à une date qui n'a pas été dévoilée. «On ne veut pas de dérapage. On veut que ça se fasse dans la discipline, a-t-il insisté. On va prendre les moyens. À la grande marche de 50 000 personnes [du 20 septembre dernier], on avait 500 personnes affectées à la sécurité. Il n'y a même pas une poule belle qui a été déplacée. Ça a été impeccable.»

Jeudi, en présentant sont pro-

jet de loi qui proposait quelques ajustements, le ministre Moreau s'était défendu d'avoir davantage écouté les maires que les syndicats. «On a répondu aux demandes des deux», a soutenu le ministre en citant la création d'un fonds de stabilisation destiné à protéger les régimes des fluctuations. «Il n'y a pas plus d'ajustements faits pour répondre aux demandes des municipalités que celles des syndicats. Sauf qu'évidemment, des syndicats nous ont demandé de retirer la loi. Ça, c'est clair que ce n'est pas une demande qui va être respectée. Les syndicats nous ont demandé de ne pas toucher aux déficits passés; c'est un principe incontournable de la loi, et, là-dessus, nous ne changeons pas», a

« On n'attendra pas que le projet de loi soit sanctionné. Sur le plan juridique, on va faire tout ce qu'il faut pour contester cette loi-là. On pense qu'elle est inconstitutionnelle. Nos procureurs aussi le pensent. »

Marc Ranger, porte-parole de la Coalition syndicale pour la libre négociation

martelé le ministre.

Le maire de Montréal s'est pour sa part dit satisfait des amendements apportés au projet de loi. «Je pense que c'est un bon projet de loi. Pour nous, il y a un mot pour décrire les amendements: "équilibre", a expliqué Denis Coderre. «J'espère que ce projet de loi sera voté le plus rapidement possible.»

Sans pouvoir préciser les impacts des nouvelles mesures sur les finances de la Ville, le maire a rappelé que les dispositions de la loi freineraient l'augmentation exponentielle des coûts des régimes de retraite qui ont atteint 550 millions en 2014 à Montréal.

Le Devoir

VIRGINIA  
IS FOR  
LOVERS

Passez une nuit à Richmond en Virginie et découvrez les trésors de la Cité Interdite !

L'exposition *Forbidden City: Imperial Treasures from the Palace Museum, Beijing*, offrira aux visiteurs un voyage unique à travers un palais autrefois interdit au grand public. Présentée par le Musée de beaux-arts de la Virginie, les visiteurs pourront découvrir des portraits, peintures, meubles et plus des dynasties Ming et Qing. (Du 18 octobre 2014 au 11 janvier 2015)

VMFA  
VIRGINIA MUSEUM OF FINE ARTS



À PARTIR DE  
174,48\$\*  
US

par nuit, pour deux personnes, taxes incluses. Offre valide jusqu'au 11 janvier 2015.

## FORFAIT CITÉ INTERDITE

Une nuit dans une suite au Embassy Suites Hotel Richmond comprenant :

- Deux chambres séparées, réfrigérateur, micro-onde, 2 téléviseurs écran plat et WIFI gratuit
- Deux petits-déjeuners complets américains
- Apéritif (breuvages et grignotines)
- Deux billets pour l'exposition *Forbidden City: Imperial Treasures from the Palace Museum, Beijing*
- Transport entre l'hôtel et le musée (sur demande)

Contactez un conseiller en voyages de CAA-Québec dès aujourd'hui !  
1-888-672-7839

Voyages CAA-Québec détient un permis du Québec. Les prix n'incluent pas la contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages, soit 1\$ par tranche de 1 000\$.

\* Valable pour la plupart des nuits du 18 octobre 2014 au 11 janvier 2015. Certaines dates d'interdictions s'appliquent.

ÉLECTIONS 2014  
SCOLAIRES  
2 novembre

DES ÉLECTIONS SONT PRÉVUES  
DANS VOTRE COMMISSION SCOLAIRE  
LE 2 NOVEMBRE 2014

POUR VOTER, VOTRE NOM DOIT ÊTRE BIEN INSCRIT  
SUR LA LISTE ÉLECTORALE.

Vous avez reçu ou vous recevrez par la poste un avis vous informant de votre inscription sur la liste électorale dans votre commission scolaire. Si votre nom ne figure pas sur cet avis ou si votre inscription comporte une erreur, vous devez corriger la situation auprès du président d'élection de votre commission scolaire.

Pour connaître les endroits, les dates et les heures d'ouverture pour faire une telle demande, adressez-vous à votre président d'élection. La date limite est le 14 octobre 2014.

Parce que l'éducation c'est l'affaire de tous, le 2 novembre, je vote sans faute.

Un électeur ayant un enfant admis au service éducatif dispensé par une commission scolaire établie sur le territoire de son domicile a le droit de voter à l'élection de cette commission scolaire. Un électeur n'ayant pas d'enfant admis au service éducatif de l'une ou l'autre des commissions scolaires établies sur le territoire de son domicile est inscrit à la commission scolaire francophone par défaut. Il peut cependant choisir de voter à la commission scolaire anglophone qui a compétence sur le territoire de son domicile.

## Pour plus d'information :

- Communiquez avec le président d'élection de votre commission scolaire.
- Visitez-nous au [electionsquebec.qc.ca](http://electionsquebec.qc.ca)
- Communiquez avec notre Centre de renseignements au 1888 ÉLECTION (1888 353-2846).
- Écrivez-nous à [info@electionsquebec.qc.ca](mailto:info@electionsquebec.qc.ca)



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Chaque fois, c'est la démocratie qui gagne

ATS Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais le 1 800 537-0644.



EMBASSY SUITES HOTEL®  
Richmond - The Commerce Center  
2525 Greenway Parkway, Richmond, VA 23294

## ACTUALITÉS

## PKP sommé de choisir entre son empire et la chefferie du PQ

MARCO BÉLAIR-CIRINO  
Correspondant parlementaire  
à Québec

L'heure des choix a sonné pour le député Pierre Karl Péladeau: veut-il demeurer actionnaire de contrôle de Québec ou devenir chef du Parti québécois? Le député de Saint-Jérôme se retrouvera dans une position intenable s'il est catapulté dans le siège de chef de l'opposition officielle par les membres du PQ, est d'avis le premier ministre Philippe Couillard.

«Là, il est député. Il est soumis au [Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale du Québec]. La situation change à partir du moment où il devient chef de parti et chef de l'opposition», a-t-il fait valoir à l'occasion d'un point de presse à l'Assemblée nationale vendredi. «Le fait que l'on occupe une position d'influence dans la vie politique tout en contrôlant, même de loin, une grande partie de l'environnement des médias au Québec soulève des questions», a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement s'est dit persuadé de voir la question soulevée à maintes reprises durant la course à la chefferie du PQ — dont les règles seront précisées samedi lors de la Conférence nationale des présidents et des présidents (CNPP) à Sherbrooke. «S'il est élu chef [et est toujours actionnaire de contrôle de l'empire québécois], les questions vont revenir et nous allons en discuter», a indiqué M. Couillard. Selon lui, le Commissaire à l'éthique et à la déontologie se mêlera sans doute aussi du dossier.

Le député Jean-François Lisée, autre candidat pressenti à la tête du PQ, invite poliment M. Péladeau à mettre ses avoirs dans une fiducie sans droit de regard. «On ne peut pas être chef de parti et contrôler un empire médiatique. [...] Il faut choisir, on fait de la politique ou on est patron de presse, les deux choix sont très légitimes, mais on ne peut pas faire les deux en même temps», a-t-il insisté dans un entretien avec *Le Journal de Québec*.

#### PKP «manque un peu de respect»

Le premier ministre Philippe Couillard s'est permis vendredi de mettre en doute la crédibilité du député péquiste en matière d'économie. Il s'est dit «très sur-

pris» d'entendre le grand favori parmi les aspirants pressentis dans la campagne à la chefferie du PQ — récoltant 53% des appuis selon un sondage Léger Marketing-*Le Devoir* — lui reprocher de noircir l'état des finances publiques. Les chiffres sont implacables: le Québec fait face à une impasse budgétaire de 5,8 milliards pour 2014-2015 et de 7,2 milliards pour 2015-2016, a rappelé le chef libéral. «Comment pense-t-il que le gouvernement du Parti québécois, s'il avait été réélu, aurait réalisé l'équilibre budgétaire auquel l'ancien ministre des Finances et de l'Économie, Nicolas Marceau] s'engageait?», a lancé M. Couillard, pressant M. Péladeau de faire un «examen sérieux» de la situation financière du Québec. «Faire croire à la population qu'il n'y aurait pas eu des exercices de compression sérieux, ça m'apparaît manquer un peu de respect à leur endroit.»

«Il faut choisir, on fait de la politique ou on est patron de presse»

#### «À droite», et sans QS

La co-porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a dit ne pas avoir été impressionnée par les professions de foi socialistes-démocrates faites ici et là par le magnat de la presse. «M. Pierre Karl Péladeau veut se faire élire à la tête du Parti québécois. Il adopte donc une posture de centre droit espérant comme cela rallier le plus grand nombre de gens possible», a-t-elle dit dans un entretien avec *Le Devoir*.

La députée de Guoin invite les membres du PQ à ne pas se laisser embobiner par les dernières sorties médiatiques de M. Péladeau, et à se remémorer sa «carrière» comme président et chef de la direction de Québecor — «le champion toutes catégories des lockouts», «un des employeurs les plus intransigeants du Québec» — avant de désigner le successeur de Pauline Marois à la tête du PQ.

L'élection de Pierre Karl Péladeau aurait toutefois le mérite de «placer clairement, une fois pour toutes peut-être, le PQ à droite sur l'échiquier politique». Celle-ci compliquerait sérieusement tout projet d'alliance entre péquistes et solidaires. «Ça ne peut pas augurer bien pour des rapprochements avec Québec solidaire, c'est sûr», a affirmé M<sup>me</sup> David.

*Le Devoir*

#### Référendum: Bergeron attendrait le feu vert populaire

Le député de Verchères, Stéphane Bergeron, se rallie à la proposition de son confrère Alexandre Cloutier consistant à tenir un référendum sur l'indépendance du Québec, mais seulement après avoir reçu le feu vert de la population québécoise. «S'il appartient à la population du Québec de décider de son avenir, c'est à elle et non pas à quelque élite éclairée de déter-

miner le moment où elle sera disposée à le faire», écrit l'ancien ministre de la Sécurité publique dans une lettre envoyée au *Devoir*. M. Cloutier fixe à un million le nombre de signatures requis par un éventuel gouvernement péquiste pour déclencher le processus référendaire. «Les modalités resteront à définir», dit de son côté M. Bergeron. «Tout ce que souhaitent les adversaires de la souveraineté, c'est de nous voir organiser un référendum trop tôt et perdu d'avance, ou de nous voir le repousser aux calendes grecques», insiste-t-il.

*Le Devoir*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Si pour les gens l'éducation est importante, ils l'exprimeront en allant voter», a dit le ministre Yves Bolduc jeudi.

#### COMMISSIONS SCOLAIRES

## Des élections en forme d'ultimatum

Le taux de participation aux élections de novembre déterminera le sort du réseau, laisse entendre le ministre Yves Bolduc

LISA-MARIE GERVAIS  
MARCO BÉLAIR-CIRINO

#### Démocraties scolaire et municipale

	Élections scolaires	Élections municipales
	Présidence	Mairie
Élus par acclamation	45%	47%
Postes en élection	55%	53%
	Commissaires	Conseillers
Élus par acclamation	43%	56%
Postes en élection	56%	43%

Les commissions scolaires devront susciter un taux de participation supérieur à celui de 8% aux dernières élections de 2007, car leur avenir en dépend. C'est ce que le ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, a laissé entendre lors d'une conférence de presse sur les élections scolaires du 2 novembre vendredi matin. «À la lumière de la participation populaire, nous pourrions tirer des constats qui viendront alimenter la réflexion entreprise sur la gouvernance, le rôle et le mandat des commissions scolaires», a-t-il déclaré.

Il a clairement indiqué que ce taux de participation allait «devenir un critère pour le futur des commissions scolaires», mais a refusé de se prononcer sur le taux qu'il considérerait comme acceptable. «On s'attend à des résultats supérieurs à 8%. Si pour les gens l'éducation est importante, ils l'exprimeront en allant voter», a dit le ministre, ajoutant qu'il attendra les résultats avant de prendre des décisions.

La présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Josée Bouchard, a tenté de calmer les attentes en précisant qu'il ne s'agissait pas de «tripler» le taux de participation, d'autant qu'au niveau municipal, les résultats décroissent d'année en année, a-t-elle fait valoir. «On est réalistes.»

Se disant «habituée» à la pression sur son réseau, elle n'a toutefois pas manqué l'occasion de passer un message plus ou

moins subtil au ministre, lui rappelant que la légitimité et l'avenir des commissions scolaires ne doivent pas uniquement reposer sur un fort taux de participation. «De ce que je comprends de notre ministre, c'est qu'il dit: "Écoutez, vous n'irez pas en prison si vous ne triplez pas. On ne vous abolira pas juste là-dessus." La légitimité ne se calcule pas juste là-dessus. Le gouvernement comprend ça comme ça aussi», a-t-elle dit.

Elle s'est toutefois désolée de la quasi-absence d'aide, à la fois du gouvernement et du Directeur général des élections, pour faire la promotion de la campagne électorale. «On n'a pas de soutien significatif», compte tenu des compressions, a-t-elle souligné. «Le budget qu'on a est de 35 000 \$ alors qu'il était d'un demi-million pour les municipales.»

À sa manière, le premier ministre, Philippe Couillard, a lui aussi laissé entendre que l'avenir des commissions scolaires était lié à certaines conditions, soit celle d'atteindre les objectifs budgétaires fixés par son gouvernement. «Évidemment, si la

conclusion des commissions scolaires est que, dans le cadre financier actuel, il leur est impossible d'accomplir leur mandat, la solution, ce n'est pas d'éloigner l'équilibre budgétaire, c'est de revoir profondément le rôle des commissions scolaires. Alors, pour moi, c'est la prochaine étape logique», a-t-il averti lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale. Le gouvernement libéral réfléchit à l'heure actuelle au «mandat» des commissions scolaires. Toutes les options sont sur la table, a-t-il rappelé.

#### Confusion ou paradoxe

La tension est toujours palpable entre le ministre Bolduc et les commissions scolaires. Celles-ci n'ont pas encore digéré qu'on les blâme publiquement pour avoir effectué les

compressions demandées par le gouvernement en coupant, au passage, dans certains services aux élèves. La présidente de la FCSQ parle d'un «paradoxe». «Ce que nos élus ne comprennent pas, c'est le discours gouvernemental qui dit: "Vous devez appliquer des compressions" et en même temps, il nous dit: "Vous n'auriez pas dû le faire à tel ou tel endroit" au fur et à mesure de l'actualité. Car c'est vraiment ça qui se passe», a déclaré Josée Bouchard, visiblement agacée.

Le ministre Bolduc s'est défendu d'avoir envoyé des messages contradictoires. «Je ne pense pas qu'il y a de la confusion», a-t-il dit. «Il faut être sourd ou ne pas écouter les nouvelles» pour ne pas avoir compris le message, a-t-il ajouté.

Le ministre se défend aussi d'avoir puni certaines commissions scolaires en leur envoyant un vérificateur, notamment la Commission scolaire des Patriotes parce qu'elle a coupé dans l'aide aux devoirs. «[C'est] dans la façon qu'ils ont fait cela. Dans leur attitude. On a senti qu'il n'y avait aucune collaboration.»

*Le Devoir*

### Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens. Antiquités haut de gamme. Grande valeur offerte.

Borduas  
Ferron  
Fortin  
Gagnon  
Krieghoff  
Lemieux  
Letendre  
McEwen  
Pellan  
Riopelle  
Suzor-Côté  
et autres...



Jean-Paul Lemieux - «Vieux de France fille» - Hialeah sur table

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

**Claude Lafitte** évaluateur et expert conseil

*Galerie Claude Lafitte*

depuis 1975 • 514.842.1270  
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Congédié ?  
Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

**Sophie DOWNS**  
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.  
**Psychologue clinicienne**  
ADULTES • COUPLES  
25 ANS D'EXPÉRIENCE  
514-861-0630  
VIEUX-MONTRÉAL

*Papeterie*  
**Casse - Noisette**  
Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.  
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980  
Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00  
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

## ACTUALITÉS

## Le sida, de Kinshasa au reste du monde

La souche la plus courante du VIH a voyagé par voie ferrée depuis la capitale congolaise

JEAN-LOUIS SANTINI  
à Washington

La pandémie de sida a débuté à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, dans les années 20, avant de se propager dans le monde en pleine mutation, ont déterminé des chercheurs en reconstituant le cheminement de cette infection responsable de 36 millions de morts.

Cette équipe internationale de recherche a pu reconstituer l'histoire génétique du rétrovirus VIH (virus de l'immunodéficience humaine) responsable du sida, se concentrant sur la souche du groupe M, la plus fréquente.

Les résultats de ces travaux parus jeudi dans la revue américaine *Science* suggèrent que l'ancêtre commun du VIH est «très probablement» apparu à Kinshasa dans les années 1920.

Les virologues savaient déjà que ce rétrovirus a été transmis des singes à l'homme au moins à 13 reprises, mais qu'une seule de ces transmissions est responsable de la pandémie humaine.

C'est seulement cette transmission spécifique qui a abouti à l'émergence du VIH-1, à l'origine de la pandémie qui a entraîné près de 75 millions d'infections à ce jour, la plus grande partie en Afrique subsaharienne.

## Urbanisation menaçante

Les analyses du groupe de chercheurs des universités britanniques d'Oxford et belge de Louvain laissent penser qu'entre les années 1920 et 1950, une combinaison de facteurs, dont



Le développement du rail a permis au VIH de sortir de son enclave. Le moyen de transport, très emprunté au Congo, a permis l'établissement de nouveaux foyers d'infection.

l'urbanisation rapide, la construction des chemins de fer en République démocratique du Congo (RDC), alors le Congo belge, ainsi que des changements dans le commerce du sexe, a favorisé l'émergence et la propagation du sida à partir de Kinshasa.

«Pour la première fois, nous avons analysé toutes les données génétiques disponibles en recourant aux dernières techniques

phylogéographiques pour estimer statistiquement l'origine du virus», explique le professeur Oliver Pybus du Département de zoologie d'Oxford, l'un des principaux auteurs de l'étude. «Nos données nous disent avec un degré élevé de certitude d'où et quand la pandémie est partie», a-t-il dit.

Un des facteurs analysés laisse penser que le développe-

ment des chemins de fer, en particulier au Congo belge, a joué un rôle clé dans le développement de la pandémie à ses débuts en faisant de Kinshasa une des villes les mieux desservies de toute l'Afrique centrale, une plaque tournante.

«Les informations des archives coloniales indiquent qu'à la fin des années 1940, plus d'un million de personnes transitaient par Kinshasa par le train chaque année», précise Nuno Faria, de l'Université d'Oxford, également l'un des principaux auteurs. «Nos données génétiques nous disent aussi que le VIH s'est propagé très rapidement à travers le Congo, d'une superficie équivalente à l'Europe de l'Ouest, se déplaçant avec des personnes par les chemins de fer et les voies d'eau», souligne-t-il.

Ainsi, le VIH a pu atteindre Mbuji-Mayi et Lubumbashi dans l'extrême sud et Kisangani dans le nord entre la fin des années 1930 et le début des années 1950.

Ces migrations ont permis au virus d'établir les premiers foyers secondaires d'infection dans des régions qui disposaient de bons réseaux de communication avec des pays du sud et de l'est de l'Afrique, selon ces chercheurs.

## Décolonisation

«Nous pensons que les changements dans la société qui se sont produits au moment de l'indépendance du Congo en 1960 ont aussi probablement fait que le virus a pu s'échapper de petits groupes de personnes séropositives pour infecter des populations plus étendues, avant de se propager dans le monde» à la fin des années 1970. Le VIH a été détecté pour la première fois en 1981.

Outre le développement du transport, certains changements dans les attitudes sociales, notamment parmi les travailleurs du sexe, ainsi qu'un plus grand accès aux seringues que se partageaient les toxicomanes, dont certains étaient infectés, ont fait flamber l'épidémie. «Notre recherche suggère qu'après la transmission initiale du virus de l'animal à l'homme par la chasse et la consommation de viande de brousse, il y a eu une brève fenêtre à l'époque du Congo belge qui a permis à cette souche particulière du VIH d'émerger et de se propager», conclut le professeur Pybus.

Agence France Presse

## Préserver les abeilles pour prévenir les carences

Pour la première fois, une étude évalue notre dépendance à l'égard des insectes pollinisateurs, non seulement pour l'agriculture, mais pour l'approvisionnement en nutriments essentiels comme la vitamine A. La disparition des abeilles pourrait exacerber les carences alimentaires dans certaines régions du globe.

PASCALINE MINET

À quel point notre alimentation dépend-elle de la pollinisation des plantes à fleurs par les abeilles et autres insectes? La question se pose avec acuité depuis que les effets de ces pollinisateurs ont commencé à chuter il y a plusieurs décennies, notamment en Europe et aux États-Unis. Si les études publiées jusqu'ici ont surtout mesuré l'impact économique de la pollinisation, une nouvelle étude parue dans la revue *Proceedings of the Royal Society B*, axée sur le rôle des pollinisateurs dans la production de micronutriments comme les vitamines, révèle que leur disparition pourrait avoir de graves conséquences sur la nutrition dans certaines régions du monde.

Selon différentes études, l'abeille domestique et ses comparses, les pollinisateurs sauvages, contribueraient à notre approvisionnement alimentaire pour une somme équivalant à environ 10% des revenus agricoles mondiaux. Ce qui peut paraître relativement peu.

Mais pour Rebecca Chaplin-Kramer, de l'Université Stanford, auteure de l'étude parue dans *Proceedings of the Royal Society B*, cette estimation ne rend pas bien compte de l'importance des pollinisateurs pour la nutrition humaine: «Certes, la plus grosse part des calories que nous absorbons est constituée de céréales, qui ne sont pas pollinisées par des insectes mais par le vent. Mais notre alimentation ne se limite pas à ces quelques grandes cultures. Elle nécessite une importante variété de végétaux.»

## Apports de vitamines liés à la pollinisation

Une grande partie de nos apports en micronutriments tels que vitamines et oligoéléments sont issus de fruits et de légumes, dont la production nécessite l'intervention de pollinisateurs. «La dépendance de ces végétaux aux pollinisateurs est variable. Certains ne peuvent pas se reproduire sans insectes, d'autres voient leur productivité améliorée grâce à leur intervention», précise Rebecca Chaplin-Kramer.

La spécialiste des sciences de l'environnement et ses collaborateurs ont voulu savoir quels étaient les pays qui comptaient le plus sur les pollinisateurs pour leur approvisionnement en trois nutriments essentiels: la vitamine A, le fer et l'acide folique (ou vitamine B9). Les carences dans ces éléments nutritifs sont liées à de lourds problèmes de santé globale. Le manque de vitamine A entraîne des problèmes de vue et des risques d'infection chez les enfants, tandis qu'une carence en fer occasionne des complications durant la grossesse. L'acide folique joue également un rôle important chez la femme enceinte, son absorption en trop faible quantité pouvant causer des malformations chez le nouveau-né.

À partir d'images satellitaires couvrant l'ensemble de la planète, les chercheurs ont évalué la productivité des zones cultivées en chacun de ces nutri-

ments. Ils ont ensuite déterminé à quel point la pollinisation de ces récoltes reposait sur des insectes. Cette analyse leur a permis de définir plusieurs «points chauds» de dépendance aux pollinisateurs. «La production de vitamine A dépend à près de 50% de la pollinisation dans des pays tels que la Thaïlande et la Roumanie, ainsi que dans certaines parties de l'Iran, de l'Inde ou encore du Mexique», indique Rebecca Chaplin-Kramer. Dans ces pays, des fruits et légumes produits en partie grâce aux insectes, comme le melon, la mangue et le potiron, couvrent une grande part des besoins en vitamine A de la population.

## L'Inde, l'Asie et l'Afrique menacées?

Toujours selon l'étude, l'assujettissement aux pollinisateurs est moins fort pour le fer et le folate (une vitamine B), mais atteint tout de même des proportions importantes en Chine et en République centrafricaine. La plupart des «points chauds» définis par les chercheurs se situent en Inde, en Asie du Sud-est et en Afrique centrale et du Sud.

Par ailleurs, les scientifiques américains ont observé le lien entre la dépendance des pays aux pollinisateurs et l'existence de carences alimentaires au sein de leur population. Ils ont alors découvert que les pays qui reposaient le plus sur les insectes pollinisateurs avaient trois fois plus de risques que les autres de présenter des carences. «Je ne pense pas qu'il y ait un lien de cause à effet entre ces deux observations, explique Rebecca Chaplin-Kramer. Mais nos résultats révèlent à quel point certaines populations seraient menacées en cas de déclin des pollinisateurs.»

«Ce qui est intéressant et novateur avec cette étude, c'est qu'elle se concentre sur l'aspect qualitatif de la production agricole liée aux pollinisateurs, et pas seulement sur son aspect quantitatif. Cela rend mieux compte du bénéfice que nous tirons de la pollinisation», estime Nicolas Deguignes, du Muséum national français d'histoire naturelle. «Le lien avec la menace de carences me semble en revanche moins évident, car un grand nombre d'autres facteurs entrent en jeu, par exemple le coût des produits alimentaires, la part des récoltes qui est exportée, etc.», relève encore le biologiste.

Un lien ténu? Ces doutes sont partagés par Claudie Dhuique-Mayer, spécialiste des carences en vitamine A au Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD): «Cette étude fait un raccourci trop important en ce qui concerne la vitamine A. Celle-ci n'est pas tirée telle quelle des fruits et des légumes, mais est fabriquée par le corps à partir des caroténoïdes. Les carences sont surtout observées chez des personnes souffrant de problèmes de santé qui les empêchent de transformer les caroténoïdes de manière optimale. Les pollinisateurs ne sont donc qu'un aspect du problème.»

## Un lien ténu?

«Je ne pense pas qu'il y ait un lien de cause à effet entre ces deux observations, explique Rebecca Chaplin-Kramer. Mais nos résultats révèlent à quel point certaines populations seraient menacées en cas de déclin des pollinisateurs.»

Le Temps

Lester B. Pearson School Board  
Commission scolaire Lester-B.-Pearson

### AVIS PUBLIC

#### RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE SCOLAIRE

UN AVIS PUBLIC est donné par les présentes aux électeurs de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson à l'effet que :

- la liste électorale a été déposée au centre administratif de la Commission scolaire Lester B. Pearson, au 1925, avenue Brookdale à Dorval, le : **26 septembre 2014**
- la liste électorale des fera l'objet d'une révision;
- toute personne qui, le jour du scrutin, répond aux exigences suivantes peut voter et a le droit d'être inscrite sur la liste électorale :
  - est majeure;
  - est de citoyenneté canadienne;
  - est domiciliée sur le territoire de la commission scolaire et, depuis au moins six mois, au Québec;
  - n'est pas sous curatelle;
  - n'est pas déclaré coupable d'une infraction constituant une manœuvre frauduleuse en matière électorale ou révérendaire;
 et
  - a un enfant admis aux services éducatifs de la commission scolaire anglophone qui dessert son domicile;
  - ou
  - n'a pas d'enfant admis aux services éducatifs de la commission scolaire francophone ou anglophone qui dessert son domicile. L'électeur qui remplit cette dernière condition a le droit de choisir d'être inscrit sur la liste électorale de la commission scolaire anglophone ou de révoquer ce choix;
- la liste électorale peut être consultée et les demandes d'inscription, de radiation et de correction, incluant les avis écrits de choix ou de révocation de choix d'exercer son droit de vote dans une commission scolaire anglophone, peuvent être présentées devant les personnes désignées à cette fin, devant les commissions de révision ou devant le directeur du scrutin;
- lors d'une demande d'inscription, l'adresse précédente de la personne visée doit être indiquée. De plus, deux documents doivent être présentés : l'un mentionnant le nom et la date de naissance, l'autre le nom et l'adresse du domicile;
- veuillez trouver ci-dessous les endroits où la liste électorale peut être consultée et où les demandes peuvent être présentées :

<b>Circonscription 1-1</b> Ecole Riverview 971 ave. Riverview, Verdun	6, 7, 8, 9 et 10 octobre	<b>Bureau des élections</b> 5000 René-Huguet, Lachine
<b>Circonscription 1-1</b> Ecole Riverview 971 ave. Riverview, Verdun		6, 7, 8, 9, 10 et 14 octobre 8h30 à 12h00 et 13h00 à 14h30
<b>Circonscriptions 3, 4 et 9-20</b> Pearson Electrotechnology Centre 5000 René-Huguet, Lachine	10h00 à 13h00 et 14h30 à 17h30	<b>Commission de révision</b> 5000 René-Huguet, Lachine
<b>Circonscriptions 5, 6, 7 et 10-24</b> Pierrefonds Comprehensive High School 13800 boul. Pierrefonds, Pierrefonds	9 octobre 10h00 à 13h00 et 14 octobre 14h30 à 17h30 et 19h00 à 22h00	Fait à Lachine, Québec ce 4 <sup>e</sup> jour d'octobre 2014  Rémi Poliquin Le président d'élection Bureau du scrutin 5000 René-Huguet, Lachine Tél.: 514-780-VOTE (8683) Courriel : elections@lbpsb.qc.ca
<b>Circonscriptions 8, 9-21 et 9-22</b> Macdonald High School 17 Maple, Ste-Anne de Bellevue		
<b>Circonscriptions 10-23, 11 et 12</b> Ecole Forest Hill Jr. 1950 Chanterel, St.-Lazare		

**radio vm**  
AU CŒUR DE L'ESSENTIEL

Suivez-nous sur facebook | 1 855 212-2020 (sans frais)

Pour faire un don : [radiovm.com](http://radiovm.com)

**Radio-don**  
26 octobre de 7h à 19h

Shirley Thérault, porte-parole

12 heures en direct avec toute l'équipe d'animateurs  
Des moments touchants, une activité majeure de financement pour Radio VM et tout son réseau.

Françoise Bertrand, présidente du Radio-don 2014

Présidente directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec

91,3 FM MONTRÉAL	100,3 FM SHERBROOKE	89,9 FM TROIS-RIVIÈRES	89,3 FM VICTORIAVILLE	104,1 FM RIMOUSKI	1350 AM OTTAWA-GATINEAU
---------------------	------------------------	---------------------------	--------------------------	----------------------	----------------------------

## ACTUALITÉS

## CONSTRUCTION

## Les lobbyistes rabrouent le commissaire

BRIAN MYLES

L'Association québécoise des lobbyistes (AQL) s'insurge contre les propos pessimistes tenus par François Casgrain à la commission Charbonneau.

Le changement de culture tant souhaité dans l'industrie de la construction est un chantier inachevé, a dit le commissaire au lobbyisme jeudi lors de son témoignage. Selon les données fournies par M<sup>e</sup> Casgrain, 39 des principaux entrepreneurs en construction et dix des plus grosses firmes de génie-conseil boudent le registre des lobbyistes.

Le président de l'AQL, Mathieu Santerre, juge que le commissaire au lobbyisme a donné «une impression trompeuse» de la réalité.

## Pas pour les appels d'offres

L'AQL souscrit pleinement à l'objectif de transparence qui est le socle fondateur de la loi sur le lobbyisme. M. Santerre estime cependant que le commissaire Casgrain exagère en demandant que les entreprises s'inscrivent au registre pour prendre part aux appels d'offres ou encore faire la promotion de leurs activités.

«Une entreprise n'a pas à s'inscrire pour faire connaître ses produits ou services ou participer à des appels d'offres qui sont par définition publics», estime-t-il.

De telles activités, qui se font «au vu et au su de tout le monde», ne devraient pas tomber sous l'obligation de s'inscrire au registre, enchaîne M. Santerre, qui est aussi président de l'Orange bleue affaires publiques. «On devrait s'inscrire quand on fait une communication d'influence qui vise à amener un changement dans les politiques publiques», dit-il.

M. Santerre reproche par ailleurs au commissaire Casgrain d'avoir noirci le portrait des entreprises en construction. Selon lui, il y aurait 500 entreprises inscrites au registre, et non 240 comme l'a affirmé M<sup>e</sup> Casgrain lors de son témoignage.

«Pour nous, il y a eu un manque de rigueur. Il a donné une impression trompeuse de la réalité», a-t-il dit.

L'Association québécoise des lobbyistes a l'intention de demander une rencontre avec M<sup>e</sup> Casgrain pour faire le point.

«On est d'accord qu'il y a des défis. On ne voit pas la vie en rose. Mais on s'attend à une certaine neutralité du commissaire au lobbyisme dans ses communications publiques», conclut-il.

Le Devoir

## Écoutes électroniques: le Fonds FTQ débouté

La Cour d'appel a débouté Michel Arsenault et le Fonds de solidarité de la FTQ (FSTQ), qui cherchent encore à empêcher la commission Charbonneau d'utiliser les preuves d'écoute électronique de l'opération Diligence. Les trois juges en arrivent à la conclusion unanime que le droit fondamental à la vie privée de l'ex-président de la centrale n'a pas été compromis par l'utilisation de l'écoute. Le tribunal rejette les cinq moyens d'appel soulevés par le Fonds et M. Arsenault. En résumé, la commission Charbonneau était en droit d'utiliser l'écoute pour faire avancer son enquête. Ses procureurs ont respecté les droits de M. Arsenault, en produisant seulement les conversations pertinentes au mandat. Les preuves de Diligence ont été dommageables pour la réputation du Fonds de solidarité et de Michel Arsenault. S'ils avaient eu gain de cause, la commission aurait été forcée de gommer de son rapport final toute référence aux écoutes de Diligence. Ces preuves sont essentielles pour établir l'influence du crime organisé sur le Fonds de solidarité et sur la FTQ-Construction.

Le Devoir

## Ebola: le bilan des morts avoisine les 3500

Sur le terrain, le scepticisme de la population complique les efforts d'endiguement

PHILIPPE ORFALI

D'heure en heure et de jour en jour, les morts de l'Ebola s'accumulent au Liberia et ailleurs, alors que les besoins des autorités sanitaires et de la population sont plus criants que jamais.

A Monrovia, au Liberia, épicentre de l'épidémie, les efforts sur le terrain sont compliqués par le manque de personnel de santé, mais aussi par le scepticisme et la panique généralisée, selon les autorités. «Chaque jour, plus de gens deviennent infectés et plus d'entre eux meurent parce qu'ils ne peuvent obtenir les soins dont ils ont besoin. Nous devons concentrer nos énergies afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins et aux manques dans les communautés affectées par ce fléau», a déclaré vendredi le chef de la nouvelle Mission des Nations Unies pour la lutte contre Ebola, Anthony Banbury.

Jusqu'à maintenant, la fièvre hémorragique Ebola a fait 3440 morts, sur 7478 cas enregistrés dans cinq pays, soit la Sierra Leone, la Guinée, le Liberia, le Nigeria et le Sénégal, a révélé vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans un bilan de la période se terminant le 1<sup>er</sup> octobre.

L'épidémie — la plus grave depuis la détection du virus en 1976 — a pris naissance en Guinée en décembre. Depuis, 2069 personnes sont mortes au Liberia, 739 en Guinée, et 623 en Sierra Leone. Le taux de mortalité du virus s'élève-



Des Libériens attendent à un poste d'immigration où un avertissement les met en garde contre Ebola.

rait à près de 70 % selon l'OMS. Le personnel de santé est particulièrement touché, avec 216 morts sur 377 infections, souligne l'organisation.

## Craintes et espoir

Mais ici et là, l'espoir subsiste. Dans les ruelles de West Point, à Monrovia, un des plus grands bidonvilles d'Afrique, des adolescents expliquent les dangers de l'Ebola aux habitants méfiants. Le 20 août, la violence avait balayé le quartier bouclé par l'armée, faisant un mort.

Ce dédale d'étroites ruelles boueuses, surpeuplées, où tout le monde se frôle et se bouscule, est un lieu «idéal» pour la transmission du virus. C'est là qu'un groupe d'adolescentes, A-Life, a choisi de s'attaquer au virus par la sensibilisation. Elles faisaient auparavant de la prévention des agressions sexuelles. «Il y a beaucoup de malades à West Point, mais les gens ne croient toujours pas qu'Ebola existe vraiment, parce qu'ils n'ont pas vu quelqu'un mourir», explique Jessica Neufville, 16 ans, à l'AFP.

Le dialogue n'est pas toujours facile, les visages souvent fermés. «Les gens ne veulent pas écouter, disent que ce n'est pas vrai», se désole-t-elle.

L'infection se produit par contact direct avec les fluides corporels — sang, urine, sécrétions ou autres. La période d'incubation va de 2 à 21 jours. Le patient devient contagieux à partir du moment où des symptômes se manifestent.

Avec l'Agence France-Presse  
Le Devoir

## 50 personnes suivies aux É.-U., une à Toronto

Washington a indiqué conserver sous surveillance 50 personnes ayant été en contact avec le premier cas de fièvre Ebola aux États-Unis, vendredi, dont 10 pouvant se trouver «à haut risque» d'avoir été infectées par le virus. La chaîne de télévision NBC rapportait quant à elle le rapatriement de son équipe envoyée au Liberia, à la suite de la contamination d'un caméraman pigiste de la chaîne. Ashoka Mukpo sera traité dans un centre spécialisé du Liberia, et l'équipe sera transportée par vol spécial et placée en quarantaine pendant 21 jours, a précisé la chaîne télévisée. A Toronto, l'hôpital général, qui a accueilli jeudi un patient présentant des symptômes semblables à ceux de l'Ebola, n'a pas fourni de mises à jour de son état de santé, vendredi. Mais selon un porte-parole de l'établissement, il est «très peu probable» que l'individu soit infecté, même s'il revient d'un séjour au Nigeria. Un test de dépistage a tout de même été effectué.

## Lac-Mégantic: Ottawa récuse l'analyse du patron du CP

MÉLANIE MARQUIS  
à Ottawa

Ottawa a condamné vendredi les propos tenus par le président et chef de la direction du Canadien Pacifique (CP), selon qui les organismes de réglementation ont réagi de façon «démessurée» à la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic.

Le dirigeant de la société ferroviaire, Hunter Harrison, a déclaré jeudi que l'accident était dû à la négligence «d'un individu

qui n'a pas appliqué les freins correctement» et que la réglementation ne pouvait «faire cesser [de tels] comportements».

Il faisait référence au conducteur Thomas Harding, à qui le Bureau de la sécurité des transports (BST) du Canada a reproché dans un rapport publié le 19 août d'avoir actionné un nombre insuffisant de freins à main sur le convoi qui a déraillé et explosé à Lac-Mégantic.

Le même rapport concluait cependant aussi qu'Ottawa avait

échoué dans son mandat d'assurer la sécurité de la population canadienne en laissant une entreprise ferroviaire délinquante — la Montreal Maine & Atlantic Railway (MMA) — mener ses activités sans supervision adéquate sur son territoire.

## «En désaccord»

Invité par le Nouveau Parti démocratique à commenter ces déclarations aux Communes, le secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, Lisa Raitt,

a déclaré que celles-ci étaient «décevantes». Le gouvernement est «évidemment en désaccord» avec les propos de M. Harrison, a soutenu Jeff Waston avant d'énumérer les correctifs apportés par Transports Canada depuis la catastrophe.

Le ministère a notamment ordonné le retrait immédiat de 5000 vieux wagons-citernes DOT-111 — comme ceux qui composaient le convoi de la MMA — et exigé que tous ceux construits avant la nou-

velle norme de janvier 2014 soient retirés ou modernisés d'ici trois ans. Et les sociétés ferroviaires qui refusent de se conformer aux règles auront droit à des «pénalités sévères» que le gouvernement «n'hésitera pas à appliquer», a assuré M. Watson.

Le déraillement et l'explosion du convoi de la MMA ont fauché 47 vies à Lac-Mégantic dans la nuit du 6 juillet 2013.

La Presse canadienne

Informez-vous sur le **CELI** Compte d'épargne libre d'impôt

**VOUS POUVEZ RÊVER...**

VOTRE ARGENT EST EN SÉCURITÉ.

**ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC**

**8 PRODUITS D'ÉPARGNE FLEXIBLES ET SÛRS**  
1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

# LES MÉDIAS DANS



Fondamentalement, il n'y a aucun problème à morceler le social, la réalité. Au contraire. Maintenant, la mode peut bien être en crise perpétuelle pour se renouveler sans cesse, alors que les anciens Romains ont conservé le même costume pendant 1000 ans. L'art ou le sport carburent tout autant à la nouveauté. Seulement, dit le professeur Philippe Warren, certains domaines devraient être protégés de cette sape incessante: le champ scientifique, le champ politique et le champ médiatique. Or, à l'évidence, les trois passent de plus en plus à la fournaise.

## L'ombre d'une ombre

### Une crise des médias dans une société en crise

STÉPHANE BAILLARGEON

**L**e journalisme est en crise. D'accord, mais quel secteur de notre société ne l'est pas? «*Tout est en crise*, note Jean-Philippe Warren, professeur de sociologie à l'Université Concordia, spécialiste de la société québécoise. *Tout est en crise: crise d'identité, crise financière, crise de la parentalité, crise de l'État, crise de la religion, crise de la culture. Que l'espace public, ou le journalisme, ou les médias soient aussi en crise n'est pas unique en soi et paraît au contraire bien normal.*»

«*La société contemporaine carbure à la crise. C'est comme si nous étions dans une immense fournaise et que nous jetions dans le foyer tous les matériaux de sens qu'il nous reste sous la main. Nos parents vivaient d'une ombre, disait le philosophe. Nous vivons de l'ombre d'une ombre. De quoi nos enfants vivront-ils?*»

Ça commence bien. En fait, ça commençait ainsi en réponse écrite à la demande d'entrevue. Au téléphone, le professeur Warren a précisé sa pensée.

Il l'a nuancée en se servant de ses travaux sur Honoré Beaugrand (1848-1906), explorateur du monde,

révolutionnaire au Mexique, journaliste à La Nouvelle-Orléans, maire de Montréal et fondateur du journal *La Patrie*. Jean-Philippe Warren termine une biographie critique sur ce personnage plus grand que nature et un autre livre sur l'histoire des zouaves pontificaux québécois.

«*Au fond, l'histoire de l'univers médiatique du Québec se divise en trois grandes périodes, dit-il. Il y a la période politique d'Honoré Beaugrand, puis celle de l'information, et maintenant l'ère que nous découvrons, celle du divertissement. Au premier temps, le journal sert à relayer les idées d'un groupe d'intérêt. Le Devoir est un des derniers fondés sur ce modèle au Québec [en 1910].*»

«*Après, au deuxième temps, les médias d'information fournissent des réflexions autour des vastes enjeux de la société. Ils ne relaient plus l'idéologie à laquelle ils doivent adhérer, mais les faits, les nouvelles, les événements qui vont pouvoir nourrir la réflexion des citoyens. La Presse est un bel exemple de cette tendance tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Elle nous donne les résultats sportifs, l'information sur les voitures, la politique, les vêtements.*»

Cette ère de la petite encyclopédie quotidienne s'achève. Au troisième temps de cette valse médiatique, le système éclate et l'infodivertissement l'emporte. «*L'infotainment sert à nourrir la curiosité de tout un chacun*», dit M. Warren.

#### L'horloge mécanique

Il fait alors allusion aux deux types de société évoqués par l'anthropologue Claude Lévi-Strauss. Le premier, dit de l'horloge mécanique, est constamment remonté avec les mythes, les légendes, les rites, les traditions. Cette société se reproduit lentement à l'identique et peut durer longtemps. Le second type, la société machine à vapeur, fonctionne à la dépense d'énergie. Elle lance dans la fournaise les ressources naturelles et la force de travail, mais aussi la culture.

«*Maintenant, dans notre société, on consomme bien plus la part symbolique que la part matérielle des objets. Un parfum, c'est 98% d'image. Mais pour y arriver, il faut détacher les morceaux du puzzle qui tenait tout ensemble autrefois. Tout est en crise dans notre société parce que plus rien ne tient ensemble. Il n'y a plus de lieu de synthèse.*»

Fondamentalement, il n'y a aucun problème à morceler le social, la réalité. Au contraire. Maintenant, la mode peut bien être en crise perpétuelle pour se renouveler sans cesse, alors que les Anciens Romains ont conservé le même costume pendant 1000 ans. L'art ou le sport carburent tout autant à la nouveauté.

Seulement, comme le dit le professeur, certains domaines devraient être protégés de cette sape incessante: le champ scientifique, le champ politique et le champ médiatique. Or, à l'évidence, les trois passent aussi de plus en plus à la fournaise.

#### L'âge d'or des médias

«*Une science qui abandonnerait le lieu de sa synthèse serait mort-née. Des parties de la science sont abandonnées quand des sciences sociales acceptent le modèle où tout est récit et narration, chacun choisissant à la carte l'histoire qui lui convient, par exemple. Le lieu de synthèse du politique, c'est le Parlement, devenu une foire d'empoigne. Désormais, le lieu de synthèse du politique est donc au cabinet, avec le premier ministre qui agit comme un monarque.*»

Et le champ médiatique? Autrefois, dit le sociologue, pendant le XX<sup>e</sup> siècle, il proposait aussi une synthèse en offrant chaque jour un résumé des faits, une arène au débat public et un lieu d'arbitrage des conflits en société.

«*C'est cette fonction moderne de lieu de synthèse de l'information utile en société qui fout le camp, d'où la*

*grande crainte. Le champ médiatique ne peut plus jouer ce rôle. Notamment pour des raisons quantitatives. Nous n'avons jamais été aussi bombardés d'information dans le monde. Les médias n'ont donc jamais été aussi florissants. Il n'y a pas de crise, pourrait-on dire: au contraire, c'est l'âge d'or des médias. Je lisais récemment qu'il y a 640 chaînes de télévision en Inde, avec quelque chose comme 70 réseaux d'information. Les revues aussi abondent.*»

#### La profusion des commentaires

D'où, par exemple, la suspicion à l'endroit des médias qui perpétuent la volonté de synthèse, comme *Le Devoir*, accusé d'être rétrograde, conservateur, «*voire un peu totalitaire*».

D'où aussi la profusion des commentaires, livrés par les journalistes et d'autres professionnels des communications médiatisées. «*Il faut nourrir le monstre! Et on le nourrit avec la réverbération du monde, du bruit, des paroles, n'importe quoi.*»

D'où finalement l'idée que les journalistes n'occupent pas trop de place dans les commentaires en faisant de l'ombre aux intellos.

«*Les intellos n'ont jamais occupé autant de place dans les médias, conclut le professeur interviewé par un média sur les médias. Mais on ne leur demande plus d'être des porteurs de synthèse ou de faits avérés: on leur demande d'être des commentateurs, comme on le demande aux journalistes. Je viens d'être invité à l'émission Deux filles le matin pour parler de la situation dans les régions. Ce n'est pas mon domaine. Moi, dans les années 70, tout sociologue du Québec que je suis, je n'aurais jamais pu faire des émissions comme Bazzo.tv. On n'a jamais vu Fernand Dumont faire ça. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait que trois chaînes de télé à cette époque révolue.*»

Le Devoir

« [Dans la valse médiatique, le système éclate et l'infodivertissement l'emporte.] L'infotainment sert à nourrir la curiosité de tout un chacun. »

Philippe Warren, professeur de sociologie à l'Université Concordia, spécialiste de la société québécoise

«C'est la fonction moderne de lieu de synthèse de l'information utile en société qui fout le camp, d'où la grande crainte. Le champ médiatique ne peut plus jouer ce rôle.»

# LA TOURMENTE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une mêlée de presse lors de l'arrestation, par l'Unité permanente anticorruption (UPAC), de l'ancien maire de Laval Gilles Vaillancourt, à sa sortie du palais de justice lavallois le 10 mai 2013.

## Vérité et mensonge

« Une partie de l'information que nous livrent les médias est fausse », dénonce le relationniste Michel Lemay

Michel Lemay, vice-président des affaires publiques chez Transat A.T., vient de lancer *Vortex. La vérité dans le tourbillon de l'information* (Québec Amérique). Professionnel de la communication, il négocie avec les médias depuis plus de 25 ans. Ce poste d'observation lui permet maintenant de révéler et de décortiquer de nombreux cas « de dérapages et d'entorses à la vérité ».

PROPOS RECUEILLIS  
PAR STÉPHANE  
BAILLARGEON

**Pourquoi publiez-vous ce livre sur les fautes des médias ?**

J'ai 55 ans, j'ai travaillé en communications et en relations publiques toute ma carrière. Je suis donc en relations publiques. Dans mon domaine, on distingue les professionnels du marketing, qui font de la vente, des professionnels des « communications corporatives ».

Je déteste cette expression, mais elle dit ce qu'il faut. J'ai fait beaucoup de communications financières, j'ai fait de la gestion de crise.

Je travaille à protéger et à cultiver la réputation des entreprises, mais pas à augmenter la vente de leurs produits. Je travaille depuis longtemps avec les médias, et parfois contre eux.

Mon travail m'a donné accès à des portraits complets de certaines situations et m'a aussi permis de mesurer l'écart entre ces portraits et les informations diffusées par les journalistes. J'ai donc voulu comprendre pourquoi une partie de l'information que nous livre la presse est fausse.

**Quel élément déclencheur a mené à *Vortex* ?**

J'étais porte-parole pendant la crise autour du commandant Piché et du vol 236 d'Air Transat, qui avait atterri d'urgence aux Açores, en août 2001. Quand on est porte-parole dans un dossier, la situation est encore pire. On raconte une situation aux journalistes, on prend 15, 20 minutes, et ce qu'on lit dans le journal le lendemain dérape.

Pendant les deux premières semaines de relations de presse autour de l'affaire Piché, j'ai subi un choc en voyant comment l'information pouvait être déformée. C'a été un déclencheur pour moi. J'ai lu énormément et je me suis mis à collectionner les erreurs journalistiques en me disant que

j'écrirais un livre un jour. J'ai fini par le faire.

**Quel est l'objectif de ce livre ?**

Je me suis rendu compte qu'il existe une énorme littérature sur les erreurs journalistiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Un débat existe. Mon objectif modeste, c'est de contribuer à ce que peut-être un débat s'ouvre ici aussi.

Tous les journalistes ne sont pas dans le déni, mais je crois que le public devrait être partie à cet examen.

**Le journalisme demeure une « discipline de vérification ». Vous examinez des dizaines d'erreurs plus ou moins volontaires dans votre livre, tirées des médias d'ici et d'ailleurs sur un siècle de production. S'agit-il d'exceptions ? Y a-t-il tant d'erreurs que ça dans les médias ?**

Je ne quantifie pas dans le livre. Je peux dire, par contre, après 25 ans de travail en communications, que les faits mal rapportés, ce n'est pas l'exception. Je parlerais d'une importante minorité.

Mon intuition, c'est que la règle du 20/80 s'applique. Je crois que la vraie couverture de presse problématique est de l'ordre de 20%. Pour le reste, les journalistes ont fait de leur mieux pour produire du travail honnête.

Je crois cependant que ce 20% problématique occupe 80% de l'espace. Ce sont ces nouvelles mal travaillées qui sont à la une, qu'on discute chez Marie-France Bazzo ou chez Paul Arcand, qui sont répétées. Les autres nouvelles ne sont pas répétées ou lues. C'est mon hypothèse et j'insiste sur ce mot, mais si je ne la sentais pas fondée, je ne me serais pas tapé ce travail.

**Vous vous méfiez particulièrement des « exclusivités » que vous décrivez comme des « nouvelles gonflées à l'hélium ».**

Si je lis sur l'épidémie de fièvre Ebola en Afrique, la nou-

velle est tellement spectaculaire intrinsèquement qu'il n'y a probablement pas trop de souci à se faire sur la vérité des faits.

Quand je vois arriver à la une des trucs exclusifs sur le métro de Montréal qui a été mal construit, je me méfie, je lis entre les lignes et vite je me rends compte de ce qui ne marche pas.

**Vous en avez aussi contre les sources anonymes. Vous écrivez qu'« avec une source qu'il nomme, le journaliste est un témoin » mais qu'« avec une source qu'il ne nomme pas, le journaliste est un acteur ». Pourquoi ?**

Je ne suis pas contre les sources anonymes. Je crois que, si on suivait les excellents codes de déontologie des journalistes, il n'y aurait pas de problème. Ce qui me frappe, c'est que les codes sont régulièrement ignorés. Je suis aussi frappé par l'abondance des sources anonymes.

Je n'en démords pas, moi, je suis certain qu'un paquet de sources n'existent pas du tout. Ça me semble évident que certains journalistes inventent des sources. Je rappelle des cas célèbres et récents aux États-Unis et au Canada. On peut bien se mettre la tête dans le sable et penser que ça ne se passe qu'ailleurs.

Il y a aussi le phénomène qui consiste à multiplier la source unique. Dans ce cas, la manchette et le *lead* disent que « les critiques disent que... », alors que dans l'article, il n'y a visiblement qu'une seule source, anonyme en plus.

On aurait dû titrer que M. Dupont critique telle chose. Mais M. Dupont, ça ne fait pas une nouvelle. Et de multiplier artificiellement l'opinion de M. Dupont, c'est une autre façon d'inventer.

**En plus, les rectificatifs sont publiés au compte-gouttes et les sites Internet permettent de modifier les erreurs, souvent sans le signaler. Comment expliquez-**



© MARTINE DOYON

Michel Lemay, vice-président des affaires publiques chez Transat A.T. et auteur : « Je suis frappé par l'abondance des sources anonymes. »

« Selon moi, dans chaque histoire il y a une réputation en jeu »

Michel Lemay, auteur de *Vortex. La vérité dans le tourbillon de l'information*

**vous cette réticence des médias à reconnaître leurs erreurs ?**

Les médias pratiquent le *scrubbing*, qui consiste à éliminer les erreurs en ligne, comme si de rien n'était. Le pseudo-*scrubbing* fait ajouter une note disant que le texte a été modifié, sans préciser comment.

De plus, en général, quand on réussit à faire reconnaître un problème, le média monte au créneau pour défendre son journaliste. Dans la réalité, selon ma perception, les journalistes ne rendent des comptes que très, très rarement.

**Ne faut-il pas être plus indulgent dans le contexte des transformations des médias, qui font souvent plus vite avec moins d'effets ?**

Quand je constate qu'un journaliste a délibérément présenté comme vraie une chose qu'il sait ou devrait savoir fautive, je ne peux accepter comme excuse l'heure de tombée ou la concentration de la presse.

L'heure de tombée n'a jamais forcé personne à mentir. La concentration de la presse n'a jamais obligé personne à déformer les faits. Cela dit, je

ne nie pas l'existence de ces contraintes.

**Quels sont les effets de ces erreurs, mensonges et demi-vérités sur les principaux concernés, les acteurs des nouvelles ?**

La réputation de beaucoup de gens est en jeu. On ne perçoit pas une énorme empathie de la part des journalistes. Dans le cas du vol 236, les médias ont vite rapporté que, selon des passagers, les agents de bord étaient hystériques. Personne ne leur avait parlé, aux agents, et c'était faux.

La réputation des gens devient de la chair à canon médiatique. Selon moi, dans chaque histoire il y a une réputation en jeu. Je peux comprendre qu'un patron de presse exige des faits divers et du sensationnel pour faire rouler son entreprise. C'est un discours de propriétaire. Quand les journalistes adoptent la même philosophie, j'ai un peu plus de souci.

**Finalement, quelles sont vos recommandations pour corriger la situation ?**

J'ai essayé de ne pas me poser en grand philosophe du journalisme. J'essaie d'être concret. J'essaie aussi d'aider le public à être plus alerte. Je pense qu'une culture des médias laisse penser que les erreurs ne sont pas graves.

Il faut commencer par changer d'attitude et viser plus d'exactitude. Je crois donc que les sources anonymes sont un cancer et je suis pour leur utilisation selon les règles. Je suis aussi pour la vérification et la contre-vérification des faits.

# GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE



Les réfugiés kurdes affluent à la frontière turque. La ville de Kobané, en Syrie, est le siège d'importants combats contre les djihadistes de l'EI.

## L'EI exécute un otage britannique

Londres — Le groupe État islamique (EI) a revendiqué vendredi la décapitation d'un quatrième otage, le travailleur humanitaire britannique Alan Henning, en représailles aux frappes aériennes britanniques contre l'EI en Irak, et il menace d'en exécuter un autre.

La vidéo de l'exécution, diffusée par le centre américain de surveillance des sites islamistes SITE, est intitulée «Un nouveau message à l'Amérique et à ses alliés». Elle a été réalisée selon le même scénario que lors des exécutions précédentes, soit celles de deux Américains et d'un Britannique.

«Le meurtre brutal d'Alan Henning par l'État islamique ne

fait que montrer à quel point ces terroristes sont barbares et repoussants», a réagi le premier ministre britannique, David Cameron, ajoutant que ses pensées allaient à l'épouse et aux enfants du travailleur humanitaire. Les Britanniques ont rejoint la coalition menant des frappes en Irak après le feu vert donné par le Parlement le 26 septembre.

De son côté, le président américain, Barack Obama, a condamné le «meurtre brutal» d'Alan Henning, 47 ans, et promis «de continuer à prendre des actions décisives pour affaiblir et à terme détruire l'EI», aux côtés des pays de la coalition.

Le bourreau, dont la voix semble avoir été altérée électroni-



Alan Henning était travailleur humanitaire.

quement, a néanmoins un accent britannique et semble être le même, selon SITE, que celui qui a assassiné l'otage britannique David Haines mi-septembre. À la fin de cette vidéo, qui ne dure que 1 min 11 s, le groupe EI présente un autre otage américain, Peter Kassig, et menace d'en faire sa prochaine victime.

### À la frontière turque

Les islamistes de l'organisation EI poursuivaient par ailleurs le siège de la ville de Kobané, où les forces kurdes syriennes opposaient une résistance désespérée. «Nous ferons tout ce que nous pourrions pour que Kobané ne tombe pas», a affirmé le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, au lendemain du feu vert du Parlement turc à une action militaire contre l'EI en Syrie comme en Irak et au stationnement sur son sol de troupes étrangères. Si M. Davutoglu a cependant ajouté qu'«aucune décision n'a été prise sur une éventuelle action militaire», la Syrie a jugé que «la politique déclarée» du gouvernement turc représentait «une véritable agression».

Ankara s'inquiète de la situation dans la troisième ville kurde syrienne, toute proche de la Turquie, où l'offensive lancée il y a plus de deux semaines par l'EI a contraint plus de 186 000 personnes à trouver refuge de l'autre côté de la frontière.

Depuis plusieurs jours, les djihadistes se sont rapprochés à partir de trois axes de Kobané, défendue tant bien que mal par des membres des Unités de protection du peuple (YPG, principale milice kurde), inférieurs en nombre et moins bien armés. La prise de Kobané, où il ne resterait plus que quelques milliers de civils, permettrait au groupe extrémiste de contrôler sans discontinuité une longue bande de territoire frontalier de la Turquie.

En Irak, l'armée a gagné du terrain vendredi en reprenant Dhoulouïya, au nord de Bagdad, où des combats font rage depuis quatre mois entre djihadistes et forces gouvernementales alliées à des tribus sunnites, selon le porte-parole du ministère de la Défense, Mohammed al-Askari. Des combattants tribaux ont cependant indiqué que la ville n'était pas entièrement libérée.

Toujours au nord de la capitale, l'armée irakienne est également parvenue à reprendre une dizaine de villages, mais a été mise en échec à l'ouest de Bagdad par les djihadistes qui ont pris le contrôle d'une partie de la ville de Hit dans la province d'Al-Anbar, où l'emprise des forces gouvernementales ne cesse de diminuer.

Agence France-Presse

## « La lutte se joue principalement dans l'imaginaire »

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY

Profitant d'un contexte régional propice et de ressources hors du commun, le groupe État islamique sort le djihadisme des franges pour attirer un nombre exceptionnel de volontaires, fait observé en entrevue Peter Harling, directeur du projet Irak, Liban et Syrie et conseiller spécial pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord pour l'International Crisis Group. Mais, malgré la lutte violente et bien réelle que livre cette organisation terroriste sur le terrain au nom d'une conception ultrafondamentaliste de l'islam, son objectif reste avant tout de frapper l'imaginaire de ceux qu'il séduit comme de ses ennemis. Selon Peter Harling, «plus on [en] fait un adversaire formidable dans les mots, plus il le sera dans les faits».

**Vous avez déjà affirmé : « [Le groupe État islamique] est le premier mouvement, dans le monde arabe, à sortir le djihadisme des franges. » Que voulez-vous dire ? En quoi le groupe État islamique est-il novateur ?**

Le mouvement djihadiste en Afghanistan, dans les années 1980, était massivement soutenu par des puissances étrangères, attirait des nombres limités de combattants arabes issus d'un processus de recrutement et d'endoctrinement élaboré, et les plaçait dans des conditions de lutte très rudes. Une multiplicité de petits phénomènes dérivés s'est répandue ensuite au Moyen-Orient dans les années 1990 : groupuscules de composition locale, ancrés autour d'une figure de cette génération d'«Arabes afghans» et focalisés sur une lutte désespérée contre les régimes en place. Pendant ce temps, al-Qaïda introduisait la notion d'un combat prioritaire — et non moins illusoire — contre l'Occident.

L'invasion de l'Irak a produit autre chose : un mouvement djihadiste né de l'un de ces groupuscules, mais qui s'est développé à la faveur de la guerre civile entre sunnites et chiïtes, devenue sa principale cause mobilisatrice, et permettant un recrutement se passant de formation idéologique ; la « numérisation » du djihad avec l'élaboration et la mise en circulation d'un discours et d'une esthétique accessibles à tous ; et la systématisation des attentats suicides, notamment à la voiture piégée.

De premiers Occidentaux sont allés chercher en Irak une sorte de *trip* romantique, mais les conditions n'étaient pas propices. Le voyage était coûteux et dangereux. Sur place, le gros des djihadistes, d'origines irakiennes, ne voyaient dans ces visiteurs que des indolents, des paresseux, et leur brochure touristique ne leur offrait, au bout du compte, que le suicide.

Aujourd'hui, l'Irak et la Syrie offrent un contexte beaucoup plus fertile : des injustices criantes s'il y en a jamais eu, un mouvement djihadiste qui intègre et valorise les étrangers, une logistique bien huilée et rodée, des ressources financières abondantes, tirées notamment de l'exploitation pétrolière, un certain confort matériel, et une sphère numérique qui permet une sorte de djihad en connexion sans fil avec le

« L'environnement régional est marqué par une profonde crise identitaire, dans des sociétés traumatisées et désorientées »

Peter Harling, ICG

reste du monde. Le nombre de volontaires a naturellement explosé.

**En quoi le contexte régional et confessionnel est-il favorable à l'émergence du groupe État islamique ?**

L'environnement régional est marqué par une profonde crise identitaire, dans des sociétés traumatisées et désorientées ; par l'érosion de toutes les structures étatiques, aggravant la peur du vide ; par une polarisation confessionnelle sunnites-chiïtes sans précédent et un sectarisme qui devient une sorte de cadre de référence social et politique par défaut ; par l'ingérence de pays de la région qui exacerbe cette polarisation et se substitue à l'ingérence historique de l'Occident ; et par des conflits par groupes armés interposés, inondant la région d'armes contribuant à une militarisation généralisée.

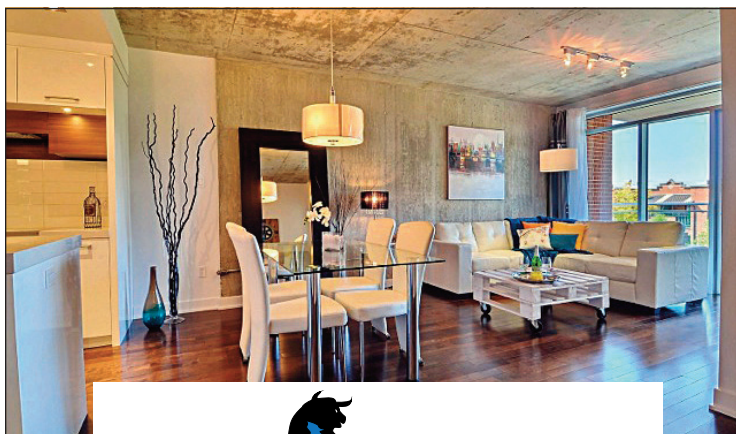
Des acteurs s'imposent qui ont perdu toute compétence universelle, ne représentant que certaines composantes sociales — et encore, dans leurs peurs existentielles et leurs instincts destructeurs. En un sens, Daesh [acronyme d'une expression arabe péjorative qui exclut les références à l'État et à l'islam d'«État islamique»] n'est qu'un de ces acteurs, auquel il faut ajouter les milices chiïtes, les factions kurdes, et les régimes qui divisent pour régner.

**Le groupe terroriste a appelé ses membres à cibler les « infidèles » dans plusieurs pays occidentaux. Ses ambitions vont-elles, à l'instar d'al-Qaïda jadis, au-delà des frontières du monde musulman ? Souhaite-t-il ultimement frapper au cœur les pays occidentaux ?**

Daesh souhaite surtout frapper l'imaginaire — de ceux qu'il séduit comme de ceux qui le honnissent. Son message porte une vision prophétique d'un avenir apaisé par le truchement d'une résurrection du passé, une conception ultrafondamentaliste de l'islam. Ce qui ne convainc pas grand monde, naturellement.

Daesh se fait l'écho de frustrations aussi intenses que diverses avec l'ordre existant, et incarne une subversion radicale, fulgurante. En réalité, tout ce qu'il peut faire, c'est égorger des prisonniers attachés, se consolider dans des espaces que d'autres ont abandonnés et éventuellement orchestrer quelques attentats sanglants, mais futiles, en Occident. La lutte se joue principalement dans l'imaginaire : plus on fait de Daesh un adversaire formidable dans les mots, plus il le sera dans les faits.

Collaborateur  
Le Devoir



LOFT ANGUS

3 magnifiques condos/lofts de 2 cc avec très grands balcons.

5 magnifiques penthouses de 2 et 3 cc sur 2 étages avec grand balcon et magnifiques terrasses vertes.

Grands casiers inclus pour chacune des unités et garage intérieur disponible.

OCCUPATION IMMÉDIATE

Visite libre tous les week-ends de 13h à 16h

www.loftangus.com | 514-949-4043 | 3500 Rachel Est



Congédié ?

Voyez

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

28-29-30 NOVEMBRE 2014  
HÔTEL CHÂTEAU LAURIER QUÉBEC

VENEZ ENRICHIR LA RÉFLEXION EN PARTICIPANT À CET ÉVÉNEMENT UNIQUE

S'ENGAGER À L'ÉQUILIBRE 2014

Au programme : formations, panel, ateliers-conférences, invités (es) de marque, réseautage, retrouvailles et célébration du 15<sup>e</sup> anniversaire du Groupe Femmes, Politique et Démocratie!

Programme détaillé et inscription : gfpd.ca

Partenaires : Centre de développement Femmes et Gouvernance, Secrétariat à la condition féminine Québec

Commanditaire : LE DEVOIR LIBRE DE PENSER

## LE MONDE

HONGKONG

## Les étudiants rompent le dialogue avec le gouvernement

GAËL BRANCHEREAU  
à Hong-Kong

Les leaders étudiants des manifestations pro-démocratie à Hong-Kong ont renoncé vendredi aux négociations avec le gouvernement après les heurts violents qui les ont opposés à des habitants aidés, selon eux, par des membres de la mafia chinoise.

Des centaines de riverains et de commerçants excédés ont attaqué dans la journée plusieurs sites occupés depuis près d'une semaine par les manifestants, dont une majorité d'étudiants, qui réclament l'instauration du suffrage universel.

A Mong Kok, quartier commerçant et très densément peuplé de Kowloon, face à l'île de Hong-Kong, les contre-manifestants ont déferlé pour arracher tentes et barricades sans que les forces de police dépassées ne puissent intervenir, ont rapporté des journalistes de l'AFP. «Rendez-vous Mong Kok! Nous, les Hongkongais, on a besoin de manger», «rentrez chez vous», criaient-ils.

Pendant des heures, les deux camps ont échangé coups et insultes. Plusieurs personnes, le visage ensanglanté, ont été prises en charge par les secours mais la police s'est refusée à fournir le nombre de blessés et d'arrestations.

A Mong Kok mais aussi à Causeway Bay, le quartier commerçant le plus cher du monde, des manifestants et des journalistes ont rapporté que des groupes de dix ou vingt jeunes hommes masqués avaient fait irruption pour détruire les campements des manifestants avant de disparaître.

Les leaders étudiants accusent leurs opposants d'avoir recruté des hommes de main pour provoquer des troubles et discréditer le mouvement qui a mobilisé depuis dimanche des dizaines de milliers de personnes et fortement perturbé l'activité de la ville.

Vendredi soir, la Fédération des étudiants de Hong-Kong (HKFS) a annoncé qu'elle ne participerait pas aux négociations avec le gouvernement sur la réforme électorale du territoire chinois, estimant que la police avait laissé les triades, la mafia chinoise, les attaquer.

«Il n'y a pas d'autre option que d'annuler les pourparlers [...] Le gouvernement et la police ont fermé les yeux aujourd'hui [vendredi] lorsque les triades ont violemment attaqué les manifestants pacifiques», a justifié la fédération.

Par ailleurs, des témoignages concordants ont fait état d'agressions sexuelles en plusieurs endroits de la ville, d'ordinaire considérée comme



Des manifestants ont été attaqués par des résidents, dont certains étaient masqués.

VINCENT YU ASSOCIATED PRESS

l'une des plus sûres du monde. Trois jeunes filles portant des ponchos en plastique — un accessoire utilisé par les manifestants pour se protéger de la pluie et des projections de gel au poivre — ont été évacuées par la police après un tel incident. Des journalistes ont également rapporté avoir subi des attouchements dans la cohue.

## La plus grave crise depuis 1997

Le mouvement prodémocratie réclame l'instauration d'un suffrage universel plein et entier ainsi que la démission du chef de l'exécutif local, Leung Chun-ying, qu'il considère comme la marionnette de Pékin. La Chine a accepté le principe du vote libre tout en conservant le contrôle des candidatures.

Les étudiants, fer de lance du mouvement, avaient donné à Leung Chun-ying jusqu'à jeudi minuit pour démissionner. Peu avant l'expiration de l'ultimatum, celui-ci a refusé sans surprise

mais proposé l'ouverture d'un dialogue. Cette offre est désormais caduque.

Hong-Kong, ancienne colonie britannique, traverse sa plus grave crise politique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. Dimanche, la police antiémeute avait fait usage de gaz au poivre et de gaz lacrymogène.

Des échauffourées ont de nouveau éclaté vendredi entre manifestants et policiers dans le quartier des ministères. Leung Chun-ying a déploré une situation «proche de l'anarchie». «En tant que société civilisée, nous ne pouvons plus permettre que de tels incidents se produisent», a-t-il dit.

La «révolution des parapluies», comme elle a été baptisée par les réseaux sociaux, connaît un fort retentissement à l'étranger et des rassemblements de soutien se sont déroulés dans plusieurs pays.

Agence France-Presse

UKRAINE

## Soldats et rebelles se disputent l'aéroport de Donetsk

MSTYSLAV CHERNOV  
à Donetsk

Les rebelles pro-russes tentaient toujours vendredi de s'emparer de l'aéroport de Donetsk, en dépit de la résistance acharnée des forces gouvernementales.

Un journaliste de l'Associated Press a vu vendredi trois chars rebelles tirer en direction de la gare principale de l'aéroport, où sont retranchés les soldats. Des tirs isolés retentissaient dans le secteur.

Le porte-parole du Conseil ukrainien de sécurité nationale, le colonel Andriy Lysenko, a dit que deux soldats ont été tués et neuf blessés depuis jeudi.

La chute de l'aéroport serait une lourde perte pour le gouvernement ukrainien, puisque les insurgés seraient alors en mesure d'accueillir des avions chargés de biens, en plus des convois de camions qui arrivent de Russie.

Les combats autour de l'aéroport se sont intensifiés cette semaine et menacent de faire dérailler le cessez-le-feu conclu le 5 septembre.

Une autre entente qui imposait aux deux camps de retirer leurs batteries d'artillerie du front n'a jamais été respectée.

L'ambassadeur de l'Ukraine aux Nations unies, Iouri Sergeïev, a déclaré aux journalistes vendredi qu'il est «évident que la Russie témoigne de peu de détermination à s'acquitter de ses obligations en vertu du traité de Minsk».

Il a ajouté que le non-respect de l'entente «serait absolument désastreux». Il a ensuite accusé la Russie de continuer à bombarder régulièrement les positions civiles et militaires ukrainiennes.

«A ce jour, les positions de l'armée ukrainienne ont été bombardées environ 800 fois, a dit M. Sergeïev. Ces attaques ont mené à la mort d'environ 40 soldats et fait environ 200 blessés.»

Les quartiers résidentiels de Donetsk sont pris en étau. Un employé de la Croix-Rouge a été tué jeudi quand un obus est tombé près du bureau de l'organisme, à Donetsk.

Associated Press

## Des Casques bleus nigériens sont attaqués au Mali

Bamako — Au moins neuf soldats nigériens de la Mission de l'ONU au Mali ont été tués vendredi matin dans une attaque près de Gao, dans le nord-est, la plus meurtrière depuis son déploiement, a annoncé la MINUSMA, sans identifier les assaillants.

«Ce [vendredi] matin, un convoi des Casques bleus de la MINUSMA du contingent nigérien a été la cible d'une attaque directe alors qu'il se déplaçait vers Indelimane, sur l'axe Ménaka-Ansongo», a annoncé la mission onusienne dans un communiqué.

«Un bilan provisoire fait état de 9 morts. [...] Il s'agit à ce jour de l'attaque la plus meurtrière perpétrée contre la Mission de l'ONU au Mali» déployée depuis juillet 2013, a-t-elle ajouté.

«D'importants moyens aériens ont immédiatement été déployés dans le but de sécuriser la zone et porter assistance aux

soldats de la paix», a-t-elle poursuivi, sans fournir de détails sur les assaillants.

Selon un officier nigérien de la MINUSMA s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, il s'agit d'une «embuscade tendue par les islamistes du Mujao», le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest.

Le Mujao, lié à al-Qaïda, fait partie des groupes djihadistes ayant contrôlé le nord du Mali pendant près d'un an, de 2012 à 2013, avant d'en être en grande partie chassé par une intervention militaire internationale en cours depuis janvier 2013.

D'après l'officier nigérien, il y a «aussi des blessés et des véhicules détruits».

«Les Arabes du Mujao ont formé une alliance avec des milices peules de la région de Gao pour faire le coup», a-t-il assuré.

Une source militaire malienne basée à Gao a indiqué

que cette attaque avait été précédée de menaces par des «terroristes».

«Les terroristes avaient menacé de commettre des attaques, des attentats à l'approche de la Tabaski», fête musulmane de l'Aïd el-Kébir qui sera célébrée samedi ou dimanche au Mali, «ils viennent de passer à l'acte», a-t-elle dit.

La semaine dernière, l'ONU s'était inquiétée de la résurgence «incontestable» des djihadistes dans le nord du Mali, où plusieurs soldats de l'ONU ont été tués ces dernières semaines.

Courant septembre, dix soldats tchadiens ont été tués par des engins explosifs. Depuis le début du déploiement de la MINUSMA, plus de 20 Casques bleus ont été tués et une centaine blessés par des engins explosifs ou dans des attaques.

Agence France-Presse

## Barcelone tient tête à Madrid

Barcelone — La Catalogne a maintenu vendredi son projet d'organisation d'un référendum sur son indépendance le 9 novembre, en dépit de son interdiction provisoire par le Tribunal constitutionnel, alors que Madrid annonçait un nouveau recours en justice. Un accord entre les partis pro-référendum «a été trouvé sur le maintien de la convocation avec la volonté de faire participer les citoyens pour qu'ils exercent leur droit de vote le 9 novembre», a déclaré le porte-parole du gouvernement régional, Francesc Homs. Il s'est exprimé quelques minutes après l'annonce par le gouvernement de son intention de contester devant le tribunal la création d'une commission électorale en vue de l'organisation d'un référendum consultatif.

«Le gouvernement va intégrer dans son recours [devant le tribunal constitutionnel] ce manquement», a déclaré sa vice-présidente Soraya Saenz de Santamaria lors d'une conférence de presse.

Agence France-Presse

## HRW dénonce la Birmanie

Rangoun — Le projet de la Birmanie de forcer les musulmans de la minorité apatride des Rohingyas à se définir comme «bengalis» pour demander la nationalité birmane conduira ceux qui refusent à «une détention illimitée» ou à l'expulsion, a dénoncé Human Rights Watch vendredi. Le ministre birman des Affaires étrangères a assuré cette semaine à l'ONU que le «plan d'action pour l'Etat Rakhine» en préparation était un élément majeur de la politique de Naypyidaw pour rétablir «l'harmonie» dans cette région secouée ces dernières années par des violences entre bouddhistes et musulmans. Mais selon une ébauche du document consultée par l'AFP, les Rohingyas, dont le nombre est estimé à un million, seraient forcés d'accepter l'étiquette de «bengalis», un terme que la plupart rejettent. Ce terme est employé péjorativement par la plupart des Birmans, qui les considèrent comme des immigrés illégaux du Bangladesh voisin.

Agence France-Presse

## La Suède va reconnaître l'État de Palestine

Stockholm — La Suède va reconnaître l'État de Palestine», a annoncé vendredi le premier ministre Stefan Löfven, ce qui serait une première pour un pays occidental de l'UE.

«Une solution à deux États suppose une reconnaissance mutuelle et la volonté d'une coexistence pacifique. C'est pourquoi la Suède va reconnaître l'État de Palestine», a déclaré M. Löfven dans son discours de politique générale.

Cela doit se faire dans le respect «des exigences légitimes à la fois des Palestiniens que des Israéliens quant à leur autodétermination et leur sécurité», a-t-il précisé.

Selon un décompte de l'AFP, au moins 112 pays dans le monde ont reconnu l'État de Palestine. D'après l'autorité palestinienne, ils seraient 134, dont sept membres de l'Union européenne: la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, Malte et Chypre.

Le nouveau gouvernement formé vendredi, qui allie sociaux-démocrates et Verts, est plus favorable à la cause palestinienne que le précédent, qui suivait la ligne des grands pays d'Europe de l'Ouest sur la question.

La reconnaissance de l'État palestinien et le soutien «actif au travail de réconciliation» sont cités dans le programme de gouvernement du parti social-démocrate, qui souhaite également que «les crimes de guerre d'Israël soient examinés et l'occupation de Gaza levée».

Le premier ministre n'a pas précisé si la reconnaissance par Stockholm de l'État palestinien serait soumise au vote du Parlement, où le gouvernement est minoritaire.

Interrogé par l'AFP, le ministre des Affaires étrangères n'a pas voulu s'exprimer sur ce point.

À la radio publique SR, la nouvelle chef de la diplomatie, Margot Wallström, a souligné que la Suède était «en bonne compagnie puisque 130 pays dans le monde l'ont déjà fait».

«Nous pensons aussi que c'est un signal important pour pouvoir parvenir à une solution à deux États», a-t-elle ajouté.

L'envoyée palestinienne en Suède, Hala Hosni Fariz, a estimé dans un communiqué que cette décision reflétait «le soutien historique du gouvernement suédois en faveur de la liberté, de la dignité et des droits de l'Homme».

L'annonce de la Suède coïncide avec Yom Kippour, jour le plus saint du judaïsme. Un porte-parole du gouvernement israélien s'est refusé à tout commentaire.

La Suède, qui compte une importante communauté palestinienne, a aussi pris cette initiative à un moment où les efforts déployés depuis des décennies pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien semblent dans une impasse complète, et alors que les capitales occidentales se demandent comment en sortir et que la frustration des dirigeants palestiniens est proche de son comble. La Suède avait voté en faveur du statut d'observateur de la Palestine à l'ONU en 2012, statut qui lui a été accordé.

Agence France-Presse

## Londres veut s'affranchir de la justice européenne

OUERDYA AIT ABDELMALEK  
à Londres

Le gouvernement britannique a lancé une nouvelle charge contre l'Europe, s'en prenant cette fois aux décisions des juges de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), dont il menace de s'affranchir s'il n'obtient pas certaines libertés.

Trop laxistes à son goût, les décisions des juges de Strasbourg n'ont plus rien à voir avec les principes à l'origine de la Convention européenne des droits de l'Homme ratifiée par Winston Churchill il y a 60 ans, a affirmé le ministre de la Justice Chris Grayling, dans une tribune publiée vendredi par le quotidien Daily Mail.

«Des prisonniers autorisés à des traitements d'insémination artificielle au motif de protéger leurs droits familiaux, le droit de vote pour nos détenus, pas de peine à vie pour les criminels les plus violents, pas d'expulsion des terroristes», a-t-il énuméré, soulignant qu'il était temps pour son pays de «reprenre le pouvoir aux juges européens».

Si les conservateurs gardent le pouvoir à l'issue des législatives de mai prochain, alors ils exigent que les décisions des juges de Strasbourg ne soient plus que consultatives. A défaut, ils rompent avec eux. Ils abrogeront aussi la Loi sur les droits de l'Homme (Human Rights Act) votée en 1998 sous les travaillistes pour instaurer à la place un British Bill of Rights, ancré dans «les valeurs» britanniques.

«Nous dirons très clairement [...] que les décisions concernant notre nation doivent être prises par notre Parlement et nos tribunaux et pas ailleurs», a affirmé M. Grayling.

Agence France-Presse

## ACTUALITÉS

## CANADA

SUIITE DE LA PAGE 1

militaire ne participera à des opérations de combat sur le terrain et l'aide du Canada aux frappes aériennes menées par la coalition dirigée par les États-Unis se déroulera sur «une période pouvant atteindre six mois». Le mandat des militaires — jusqu'à 69 membres — qui conseillent les forces kurdes est en outre prolongé.

Stephen Harper a présenté son plan de match au Parlement, en martelant que le groupe État islamique «n'est pas qu'une menace contre la région, mais à l'échelle mondiale» de même que pour le Canada, qui a été «spécifiquement ciblé».

Le premier ministre a répété qu'il éviterait de s'enliser dans un bourbier. Il sera «relativement facile» de mettre fin à une mission aérienne. L'objectif n'est pas d'anéantir l'EI. «Cette intervention ne permettra pas d'éliminer cette intervention terroriste ni de garantir automatiquement que notre forme de gouvernance puisse prendre sa place en Irak ou en Syrie. Elle permettra toutefois de donner la possibilité à d'autres de le faire», a-t-il expliqué.

Le Canada doit apporter sa contribution, a-t-il une fois de plus lancé, sous les applaudissements de ses troupes.

L'armée mènera donc elle aussi des frappes aériennes en Irak, et «là où, et seulement où, le Canada a l'appui clair du gouvernement de ce pays». Si la Syrie donne le feu vert, «alors nous allons participer à des frappes aériennes contre l'EI dans ce pays aussi», a annoncé M. Harper.

Une porte ouverte à une intervention «impudente», qui a fait bondir l'opposition.

D'autant plus qu'interrogés à leur sortie des Communautés, des conservateurs n'ont pas voulu s'avancer sur le sort de la mission dans six mois. L'EI sera-t-il alors repoussé dans ses retranchements, comme le souhaite le premier ministre Harper? «Il faudrait demander à l'EI», a répondu le député Laurie Hawn, ex-pilote de chasse. Si l'EI n'est pas ralenti, le Canada pliera-t-il néanmoins bagage? Le président du Conseil du Trésor, Tony Clement, a refusé de «spéculer».

La preuve, selon l'opposition, que M. Harper vient de mettre le pied dans un engrenage dont il ne pourra se sortir si facilement.

La proposition de M. Harper fera l'objet d'un débat aux Communautés lundi, puis d'un vote. Tous les partis d'opposition rejeteront la demande d'appui du premier ministre. Les conservateurs, majoritaires, remporteront néanmoins le vote.

## L'opposition est contre

Néodémocrates et libéraux martèlent que le Canada pourrait en faire plus — et mieux — en concentrant ses efforts sur l'aide humanitaire et le soutien diplomatique dans une région où les gouvernements en place sont instables.

«Les États-Unis ont été dans ce conflit depuis plus de dix ans», a fait valoir Thomas Mulcair, en répondant au premier ministre en Chambre. Que ce soit en se nommant al-Qaïda, EI ou moudjahidin, «c'est littéralement le même groupe d'insurgés [...] La tragédie en Irak et en Syrie ne finira pas avec une autre invasion menée par l'Occident», a argué le chef du NPD.

Justin Trudeau a tranché qu'il «ne peut pas appuyer, et n'appuiera pas» une guerre en Irak. «La rhétorique moralisatrice et enflammée est utilisée

« La tragédie en Irak et en Syrie ne finira pas avec une autre invasion menée par l'Occident »

Le chef du NPD, Thomas Mulcair

pour justifier bien plus que des frappes aériennes. C'est une tentative de justifier la guerre», a reproché le chef du Parti libéral du Canada (PLC).

## L'appui de Québec

Stephen Harper a en revanche eu droit à l'appui de Philippe Couillard, qui consent que confronté à des «comportements odieux [...] le Canada ne peut échapper à ses obligations internationales». D'autant plus qu'il est lui aussi dans la mire de l'EI.

Mais le fédéral devra tirer au clair l'objectif de sa mission avant de déployer ses forces armées en Irak, a ajouté le premier ministre québécois. «C'est le père d'un militaire qui vous le dit, lorsqu'on prend la décision d'envoyer des jeunes, hommes ou femmes, risquer leurs vies en notre nom, on doit dire à la population: voici l'adversaire, voici l'objectif, voici la définition de la victoire et voici les conditions d'engagement et de retrait.»

Un sondage Global News-Ipsos Reid, mené mardi et mercredi, révélait que c'est au Québec que l'appui à une participation du Canada aux frappes aériennes est le plus bas, à 53%. Au Canada, 64% des répondants se disent fortement ou plus ou moins favorables, le plus haut appui s'affichant en Ontario, à 71%.

Les effectifs qui seront déployés en Irak sont semblables à ceux envoyés en Libye en 2011 dans le cadre de la mission de l'OTAN; avions de chasse et de surveillance, et personnel de

« La rhétorique moralisatrice et enflammée est utilisée pour justifier bien plus que des frappes aériennes »

Le chef du PLC, Justin Trudeau

soutien. La facture pour six mois de mission avait atteint entre 50 et 60 millions, se souvient David Perry, analyste principal à l'Institut de la Conférence des associations de la défense. La mission canadienne en Libye avait été prolongée à deux reprises.

La mission irakienne profitera d'un budget supplémentaire au budget de la Défense, a indiqué le ministre Clement, sans préciser l'enveloppe prévue.

La participation canadienne aux frappes aériennes survient près de deux mois après le début des frappes américaines. L'EI s'est depuis isolé, en réponse à la menace aérienne. «Ils vont manquer de cibles très bientôt», a présagé le néodémocrate Jack Harris.

Au contraire, a rétorqué Laurie Hawn, les avions de surveillance canadiens permettront justement de déterrer les nouveaux refuges du groupe. Un avis partagé par M. Perry. L'objectif de la coalition est de réduire la force de l'EI. Si les insurgés «ne font rien en ce moment, parce qu'ils se sont cachés et qu'ils ne sortent plus à ciel ouvert parce qu'ils craignent les frappes aériennes, cela veut dire qu'ils sont bien moins en mesure de mener un génocide comme ils le faisaient il y a deux mois, qu'ils ne sont plus en mesure d'envahir des territoires kurdes ou irakiens», a-t-il salué.

Avec Marco Bélair-Cirino

Le Devoir

## COMPRESSIONS

SUIITE DE LA PAGE 1

Mais en aucun cas le gouvernement ne tente de museler ses employés, a affirmé plus tôt vendredi le ministre de la Santé, Gaétan Barrette. Réagissant à la manchette du *Devoir* de vendredi qui évoquait le climat difficile dans son ministère, il a maintenu que personne n'y est bâillonné, et ce, malgré les ententes de confidentialité qu'ont été forcées de signer les patrons des agences de santé. Les gestionnaires et employés peuvent parler ouvertement contre la réforme en cours, dit-il.

Malgré les tirs nourris de fonctionnaires, de partis d'opposition, de syndicats et d'autres groupes de pression, le gouvernement «ne reculera pas», a répété Philippe Couillard dans le hall de l'Hôtel du Parlement. Le refus du gouvernement d'amender le projet de loi 3 sur la réforme des régimes de retraite illustre la volonté inébranlable de l'équipe libérale, a-t-il dit. L'«exercice» de resserrement des dépenses publiques est «difficile», mais nécessaire, selon lui.

La co-porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, reproche au gouvernement d'avoir créé un climat de «panique» en restant les bras croisés face à une population «bombardée d'annonces [dans les médias] de coupes». La dernière en liste: une compression de 211 millions \$ dans les programmes d'aide sociale et de l'emploi d'ici 2015-2016. «Ces hypothèses sont certainement sérieuses parce qu'ils ont pris la peine d'en discuter avec un groupe de 20 députés!», a répliqué M<sup>me</sup> David. Elle presse le premier ministre à renoncer à de telles compressions budgétaires. «Ça suffit, ça suffit. Déjà, quand on est à l'aide sociale, on est dans la dèche. Et, on parle de nouvelles coupes, c'est honteux!»

La députée de Gouin accuse aux élus libéraux de tenir un «discours parfaitement hypocrite». «Ils disent: "Nous protégerons les plus vulnérables de la société"» tout en faisant tomber le couperet dans l'aide sociale et à l'emploi. Le gouvernement a déjà «charcuté» les Carrefours jeunesse emploi (CJE) et a «déshumanisé» les centres locaux d'emploi (CLD) à coups de compressions budgétaires.

## L'«horreur» du programme libéral

Confrontée au démantèlement du modèle québécois, la mobilisation citoyenne est «en train de s'organiser», a spécifié M<sup>me</sup> David, invitant du même souffle les administrateurs d'établissements de santé et les commissaires scolaires à sortir de l'ombre pour «se battre».

Une manifestation contre «l'horreur» du programme libéral est prévue le 31 octobre, jour de l'Halloween, au centre-ville de Montréal. D'autres syndicats doivent également se faire entendre le 20 octobre devant l'Assemblée nationale. La Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics prévoit aussi de protester lors des forums de consultation de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise, qui poursuivra sa tournée la semaine prochaine à Gatineau, Rouyn-Noranda, Saguenay et Rimouski.

Le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Jacques Létourneau, va même plus loin. La manifestation monstre du milieu municipal, au centre-ville de Montréal, à la mi-septembre, n'était que le début de la grogne sociale, selon lui. Il envisage une «grande manifestation nationale» au cours des prochains mois. «Une aussi grande manifestation que celle du mois de septembre en annonce d'autres, encore plus importantes. La contestation ne va pas se calmer. Loïn de là.»

En santé, en éducation et ailleurs dans l'appareil gouvernemental, la tension et l'inquiétude sont palpables. «C'est un climat de stress, de nervosité constante», a affirmé Jean-François Sylvestre, du Syndicat de la fonction publique et parapublique, qui regroupe 42000 membres, en majorité des employés de bureau et des techniciens. «Les ruineurs de coupes sont omniprésents. On voit les manchettes. On est devant le néant et on attend.»

De nombreux fonctionnaires dont l'emploi est aujourd'hui en jeu ont survécu aux précédentes vagues de compressions ayant frappé l'administration publique québécoise, souligne quant à lui Richard Perron, le président du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec. «Le déficit zéro, la réingénierie, les coupes de 2008. On a tout vu ça. Mais cette spontanéité avec laquelle semblent être prises les décisions en ce moment, ça, c'est du jamais-vu.»

Françoise David se garde d'appeler à la désobéissance les fonctionnaires opposés aux projets de réforme du gouvernement. Ils sont astreints à un devoir de «réserve» et de «loyauté» envers leur employeur, l'État, rappelle-t-elle. Néanmoins, ils peuvent très bien exprimer leur mécontentement à la réforme Barrette, Bolduc et cie par le biais de leur syndicat ou leur association professionnelle.

Le Devoir

## Rectificatif

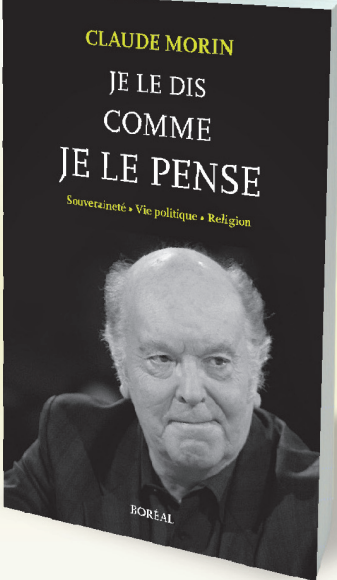
Il y a eu méprise dans le texte de notre rencontre avec Mara Tremblay, paru vendredi en page B 5, sous la plume de Sylvain Cormier. Il y est écrit que le choix du pseudo Facebook de la chanteuse, Mélodie Martel, est une sorte d'hommage à Renée Martel. La référence est plutôt familiale: Mara est la fille de Ginette Martel, et se serait appelé Mara Martel-Tremblay si l'époque avait été celle des deux noms de famille accolés. Par ailleurs, le titre de la deuxième chanson du nouvel album est *Lumières et diamants*, et non *Dentelles et diamants*.

**Claude MORIN**

**JE LE DIS COMME JE LE PENSE**

SOVERAINETÉ · VIE POLITIQUE · RELIGION

Avec la liberté de parole que lui confèrent les années écoulées depuis sa retraite de la politique active, Claude Morin livre ici une sorte de «testament» intellectuel.



**Boréal**

Essai • 224 pages • 22,95 \$  
PDF et ePub : 16,99 \$

www.editionsboreal.qc.ca

En vente dans toutes les librairies sauf Renaud-Bray

## FRÈRES

SUIITE DE LA PAGE 1

connexions et une quinzaine de reportages ont finalement été écrits sur le sujet.»

L'évangéliste s'est aussi vanté d'avoir placé la même photo «corporative» montrant de hauts dirigeants de la boîte à la une de plusieurs grands journaux. Il a aussi fait écrire plusieurs articles sur un programme de traduction en misant sur l'histoire d'un des concepteurs américains qui l'utilisait pour dialoguer avec sa belle-mère chinoise. Un autre beau conte de fées.

## L'info corpo

Ainsi va une partie de la vie médiatique. Un reportage sur le sujet du *Financial Times*, pas vraiment une feuille de chou gauchiste, annonçait le 21 septembre «The Invasion of Corporate News», en expliquant là encore la confusion croissante des genres. Dans certaines villes américaines, les grandes entreprises lancent carrément des publications pour relayer leur propagande industrielle.

Les médias traditionnels sont en crise. Au mieux, le nombre de journalistes se stabilise, ici comme ailleurs. Par contre, les spécialistes des «communications corporatives» ne cessent de se multiplier. Le Canada comptait 2,1 relationnistes par journaliste en 1991. Ils étaient 4,1 par reporter en 2011.

Ici, dans la *label province*, le rapport gonfle à 6 contre un! Selon Emploi Québec, il y avait 5000 journalistes québécois en 2012 pour 14000 professionnels des relations publiques et des communications, et encore 16000 experts-conseils en marketing.

Mais quels liens entretiennent vraiment ces deux mondes?

La professeure Chantal Francœur de l'École des médias de l'UQAM, elle-même ancienne journaliste de la radio de Radio-Canada, vient de compléter la première tranche d'une étude

sur le sujet des rapports complexes entre les relations publiques et le journalisme. «Il y a beaucoup, beaucoup d'études sur les liens entre ces deux mondes, explique-t-elle. Ce qu'il y a de nouveau, c'est de démontrer ce que tout le monde qualifie de relation amour-haine ou de relation obligée. Je dis que ce n'est pas ainsi qu'il faut voir les choses. Je dis que la relation est beaucoup plus complexe et beaucoup plus nuancée.»

Pour comprendre finement ces liens, elle a longuement interviewé 13 reporters travaillant pour des quotidiens montréalais (dont *Le Devoir*). L'examen commenté de leur travail a permis de comprendre la variété des échanges entre les deux pôles de l'information. Les collègues exploitent différents «répertoires interprétatifs», des justifications quoi, pour décrire leur lien avec leurs vis-à-vis de la communication.

«Ces différents répertoires interprétatifs peuvent être mobilisés dans une seule et même phrase, montant la complexité de ces liens», écrit M<sup>me</sup> Francœur dans un article savant à paraître. *Les journalistes défendent leur position de journalistes, insistent sur ce qui les différencie des relationnistes, tout en ouvrant la porte à des alliances possibles avec des relationnistes et même des espaces où des journalistes cèdent le terrain aux relationnistes.*

## Barattage et baratinage

Des chercheurs de l'Université Cardiff en Angleterre ont établi en 2006 que 41% du contenu des articles de presse étaient alors directement fournis par les relationnistes. En anglais, on parle de «churnalism», mot forgé à partir du verbe «to churn» (baratter). Le site *churnalism.com* permet même de comparer un article et un communiqué de presse pour mesurer précisément la part de barattage ou de baratinage.

«Au départ, avec la recherche, on voulait un peu faire comme churnalism, voir la présence des relations publiques dans les articles, dit la chercheuse. On s'est rendu compte que c'est très difficile de voir où sont les relationnistes dans

certaines articles. À la une, par exemple, dans la vitrine la plus importante, y a-t-il des relations publiques? On s'est rendu compte que c'est impossible d'arriver à un pourcentage précis parce que des relations publiques percolent partout. On a donc plutôt mis l'accent sur le spectre des rapports entre ces deux mondes.»

De prime abord, le reporter joue au sceptique pur et dur. Il dit qu'il ne croit pas les relationnistes, qu'il ne les utilise pas, qu'ils servent des intérêts privés, tandis que lui sert le public, etc. La réalité révélée au fil des entrevues s'avère beaucoup plus nuancée. «Et à la fin, parfois, les journalistes interviewés synthétisaient la situation dans une phrase du genre: les relationnistes, je ne les crois pas, mais je fais équipe avec eux», dit la confidente universitaire.

Cette équipe joue un jeu, une «game» dans le jargon du métier. La joute se déroule de plusieurs manières. Parfois, le relationniste fournit quasiment l'article clé en main en donnant le sujet, l'angle et les personnes-ressources. D'autres fois, il sort la «cassette» et s'en tient au discours officiel. Parfois, la «game» est truffée de coups bas, par exemple si le relationniste étend les délais de réponse, refuse de répondre ou «envoie toujours les trois mêmes phrases, par courriel.»

Surtout, la «game» se joue à quatre, cinq ou six contre un et tous les organismes érigent maintenant des murailles qui contrôlent les messages. «Le ratio est impressionnant, conclut la professeure Francœur qui entamera bientôt la deuxième étape de l'étude en interviewant des relationnistes. C'est clair que nous sommes dans un ratio inégal et dans une culture de relations publiques. C'est aussi clair que de plus en plus de gens ont peur de prendre la parole parce que toutes les demandes des médias doivent passer par le filtre des relationnistes. Je ne dis pas qu'ils mentent, mais je trouve que ce serait plus intéressant s'il y avait moins de relations publiques et plus de dialogue.»

Le Devoir



Chantal Francœur

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

**La rédaction**  
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

**Publicité**  
Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

**Avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

**Petites annonces et publicité par regroupement**  
Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

**Abonnements** (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)  
Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

**Agenda culturel**  
Par courriel [agenda@ledevoir.com](mailto:agenda@ledevoir.com)